Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 21 mai 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°640 ■

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POUR LE CHERCHEUR INNOVANT

Six lauréats récompensés

P 16

SITUATION DU SECTEUR BANCAIRE

Le Gouverneur de la BA rassure

Le système bancaire algérien a connu des évolutions significatives au cours des dernières années, grâce aux réformes engagées par les autorités publiques, en particulier dans les domaines de la régulation, de la gouvernance et de la modernisation technologique. C'est ce qu'a mis en avant le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, lors de son intervention à l'ouverture des travaux de la 19 édition du Forum sur la finance islamique, organisé sous le thème : «Transformation numérique et inclusion financière ». P 3

AMÉLIORATION DU TRANSPORT MARITIME DE VOYAGEURS

Les instructions du ministre des Transports

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a présidé une réunion de coordination avec les directeurs des agences commerciales relevant de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV), y compris les représentants des agences établies à l'étranger. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la prise en charge optimale de la communauté algérienne résidant à l'étranger, notamment durant la saison estivale, indique le ministère dans un communiqué rendu public hier mardi. P 2

ASSEMBLÉES DE LA BID

L'amélioration du climat des affaires en Algérie soulignée

Le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred a affirmé, mardi à Alger, que le climat des affaires en Algérie s'est notablement amélioré au cours de ces dernières années grâce aux réformes engagées par les hautes autorités, soulignant la volonté de l'Algérie de bénéficier des expériences des institutions de la Banque islamique de développement (BID) en matière d'appui et de financement du secteur privé. P 3

LA CONSOMMATION NATIONALE AUGMENTE DE 4 % PAR AN

Une refonte urgente du modèle énergétique s'impose

L'Algérie est confrontée à une augmentation soutenue de sa consommation énergétique, avec un taux moyen de croissance de 4 % par an depuis une décennie. Ce constat a été mis en avant par Merouane Chabane, Directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale. Il a souligné qu'à ce rythme, la consommation pourrait croître de 50 % en dix ans. P 5

TOURISME

50 zones d'expansion touristique en cours d'aménagement P 2

SIDI BEL ABBES

Relance de l'activité industrielle de l'ENIE P 5

BLIDA

Distribution de plus de 36.000 logements ces trois dernières années P 6

IMPORTATION

Remise des documents de domiciliation bancaire à plusieurs opérateurs économiques

Plusieurs opérateurs économiques exerçant dans le domaine de l'importation des matières premières et des différents composants, ainsi que dans l'importation du thé et des épices, ont reçu les documents de domiciliation bancaire, indique, mardi, un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. L'opération de remise de ces documents, qui a eu lieu lundi, a été supervisée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, ajoute le même communiqué.

AAPI

Nomination de directeurs des guichets uniques décentralisés dans plusieurs wilayas

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a annoncé, lundi dans un communiqué, la nomination de directeurs pour ses guichets uniques décentralisés dans plusieurs wilayas. Il s'agit des wilayas de Bordj Bou Arreridj, Sétif, Oum Bouaghi, Saïda et Skikda, indique le communiqué, mettant en avant les efforts de l'Agence pour "consacrer le professionnalisme et l'opérationnalité dans la gestion de ses structures pour assurer une performance efficace et contribuer à accélérer le rythme de réalisation des projets d'investissement à travers les différentes wilayas du pays".

AMÉLIORATION DU TRANSPORT MARITIME DE VOYAGEURS

Les instructions du ministre des Transports

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a présidé une réunion de coordination avec les directeurs des agences commerciales relevant de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV), y compris les représentants des agences établies à l'étranger. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la prise en charge optimale de la communauté algérienne résidant à l'étranger, notamment durant la saison estivale, indique le ministère dans un communiqué rendu public hier mardi.

Par S R.

La réunion, tenue lundi, s'est déroulée en présence du directeur de cabinet du secrétaire d'État chargé de la communauté nationale à l'étranger, du secrétaire général du ministère des Transports, du directeur général de la direction de la marine marchande, du directeur général de l'ENTMV, ainsi que de plusieurs cadres du ministère. La rencontre a permis d'aborder diverses préoccupations et problématiques auxquelles sont confrontées les agences, en particulier celles établies à l'étranger. Un ensemble de mesures urgentes a été décidé afin de les résoudre, ajoute la même source. Dans ce contexte, le ministre a donné des « instructions strictes » visant à améliorer la qualité des services. Il a insisté sur la nécessité d'améliorer les prestations durant la saison estivale, de respecter l'éthique professionnelle et le sens des responsabilités, de traiter avec souplesse les difficultés liées aux réservations pour garantir le confort des voyageurs, de simplifier les procédures d'embarquement maritime, d'appliquer rigoureusement les lois encadrant le transport maritime, d'organiser des rencontres régulières avec la diaspora pour écouter leurs doléances et de lancer des campagnes de sensibilisation sur les services disponibles.

Le ministre Sayoud a également souligné l'importance de renforcer la flotte maritime nationale par des moyens de transport modernes et bien équipés, tout en procédant à la mise à niveau et à l'entretien régulier des navires, afin de garantir leur disponibilité et leur efficacité. Il a insisté sur le renforcement de la liaison maritime entre l'Algérie et les différentes destinations internationales, en réponse aux attentes de la communauté algérienne. Dans le cadre de la modernisation du secteur, le ministre a appelé à accélérer la numérisation des services au niveau des agences commerciales, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, afin de simplifier les procédures, améliorer les opérations de réservation et renforcer la communication avec les voyageurs, à travers l'adoption de systèmes numériques performants garantissant transparence et précision. Le ministre a aussi donné des instructions pour améliorer les services de restauration et d'hébergement à bord des navires, en développant l'offre alimentaire et en modernisant les installations d'hébergement pour garantir propreté, confort et image valorisante de l'entreprise et du pays. Pour renforcer les canaux de communication entre le ministère et les agences commerciales, le ministre a annoncé la mise en place d'une ligne de contact directe dédiée aux directeurs d'agences, destinée à recueillir régulièrement préoccupations et propositions. Cette mesure vise à améliorer la coordination et permettre des interventions rapides pour résoudre les différents problèmes.

TOURISME

50 zones d'expansion touristique en cours d'aménagement

Par R E.

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a souligné, lundi à Nâama, l'importance majeure accordée par l'Etat à la concrétisation du programme d'aménagement des zones d'expansion touristique, en vue de fournir le foncier adapté à la promotion de l'investissement dans le secteur. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail pour inaugurer des infrastructures hôtelières et inspecter des projets touristiques dans la wilaya, la ministre a rappelé les facilités offertes par l'Etat pour soutenir et promouvoir l'investissement touristique, augmenter les capacités d'hébergement, améliorer les services selon les normes internationales, moderniser la gestion des établissements hôteliers et renforcer la promotion touristique à travers les technologies numériques. Mme Meddahi a fait part du programme actuellement mis en œuvre par l'Agence nationale de gestion du foncier touristique, qui prévoit l'aménagement d'au moins 50 sites de zones d'expansion touristique à travers le pays. Ces sites s'ajoutent à plus de 80 zones déjà dotées de plans d'aménagement achevés, sur un total de 249 zones recensées à travers les différentes wilayas du pays. Lors de sa visite de la zone d'expansion touristique d'Aïn Ouarka, dans la commune de Asla, qui s'étend sur une superficie de 2.905 hectares, Mme Meddahi a appelé à la réalisation de projets d'investissement visant à promouvoir cette destination touristique à forte valeur écologique, notamment autour du lac continental d'Aïn Ouarka. Elle a insisté sur l'accompagnement des investisseurs dans des projets qui valorisent la diversité écologique locale tout en respectant l'environnement et les ressources naturelles en faune et flore. Elle a également souligné que la wilaya de Nâama possède un avenir prometteur dans le domaine du tourisme de montagne, saharien et écologique, grâce à la diversité de ses paysages et de ses atouts naturels et touristiques. Selon elle, les infrastructures touristiques réalisées, ainsi que les projets d'aménagement des zones d'expansion touristique et l'afflux croissant de visiteurs locaux et étrangers, justifient un renforcement des efforts et du soutien de l'Etat pour faire de cette wilaya une destination plus attractive. L'accent sera mis notamment sur les dunes de sable, les ksour, les oasis et les palmeraies.

MISE À JOUR DU SCHÉMA NATIONAL D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Accompagner les évolutions pour atteindre un développement durable

Le Directeur général de l'aménagement du territoire et de son attractivité au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Madjid Sâada, a souligné, lundi à Tlemcen, que la mise à jour du Schéma national d'aménagement du territoire permettra d'accompagner les évolutions nécessaires à la réalisation du développement durable. M. Sâada, qui animait une conférence à l'intention des étudiants de la quatrième promotion de l'Ecole nationale des ingénieurs de la ville "Abdelmadjid Meziane" de Tlemcen, a indiqué que ce schéma constitue un "outil stratégique" de planification pour un développement durable du pays, ainsi qu'un "instrument prospectif de référence" pour l'action gouvernementale, qui doit être continuellement adapté face aux transformations sociales et économiques afin de répondre aux nouvelles exigences. Il a ajouté que le ministère de l'Intérieur a inscrit la mise à jour de ce schéma parmi ses priorités, d'autant plus que l'article premier de la loi relative à ce schéma, ainsi que la loi 01-20 du 12 décembre 2001 portant aménagement du territoire et développement durable, prévoient une évaluation périodique et une mise à jour quinquennale du document. Le responsable a souligné que cette mise à jour s'inscrit dans la nouvelle vision du développement portée par le programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concrétisée à travers le plan d'action du gouvernement. Il a précisé que "l'objectif n'est pas de produire un nouveau schéma national, mais d'y apporter des modifications ciblées et réfléchies afin de lui permettre de faire face aux défis et enjeux actuels que connaît notre pays". Au cours de sa conférence, M. Madjid Sâada a abordé les différents aspects couverts par le Schéma National d'Aménagement du Territoire, tels que la diversification économique, la gestion des risques, les changements climatiques, la transition énergétique et la numérisation. Il a également présenté une série d'études portant sur des espaces spécifiques comme les zones côtières, les régions montagneuses, les hauts plateaux, les oasis, les zones frontalières, entre autres.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SITUATION DU SECTEUR BANCAIRE

Le Gouverneur de la BA rassure

Le système bancaire algérien a connu des évolutions significatives au cours des dernières années, grâce aux réformes engagées par les autorités publiques, en particulier dans les domaines de la régulation, de la gouvernance et de la modernisation technologique. C'est ce qu'a mis en avant le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, lors de son intervention à l'ouverture des travaux de la 19 édition du Forum sur la finance islamique, organisé sous le thème : «Transformation numérique et inclusion financière ».

Par Z R.

Dans un contexte mondial marqué par une succession de chocs économiques et un ralentissement de la croissance, l'Algérie tire son épingle du jeu. Le pays a enregistré une croissance de 4,1 % en 2023 et de 3,3 % sur les neuf premiers mois de 2024. Ces résultats traduisent l'efficacité d'une politique budgétaire et monétaire prudente, conjuguée à un climat d'investissement de plus en plus attractif. En effet, l'analyse macroprudentielle, basée sur les indicateurs de solvabilité, révèle une situation confortable du secteur bancaire, caractérisée par une amélioration des ratios de solvabilité et de liquidité, nettement supérieurs aux seuils réglementaires minimaux.

C'est un indicateur fort de la capacité du secteur à absorber les chocs et à accompagner les évolutions en cours, a-t-il rassuré. Cette dynamique s'accompagne, ajoute Salah Eddine Taleb, d'efforts pour renforcer la gouvernance et l'alignement sur les normes internationales, notamment les directives du Comité de Bâle et d'autres organismes de régulation.

Parallèlement, le système bancaire algérien affiche une bonne santé, avec des indicateurs de solvabilité et de liquidité dépassant les normes réglementaires minimales. Ce dynamisme est soutenu par 29 banques et institutions financières réparties sur l'ensemble du territoire national.

S'agissant de la finance islamique, le Gouverneur de la Banque d'Algérie a indiqué que ce forum offre une opportunité précieuse pour évaluer les avancées réalisées dans ce domaine, à la lumière des transformations économiques profondes que « connaît notre pays ainsi que les évolutions de la finance à l'échelle mondiale », précise le ministre.

La finance islamique s'impose comme un vecteur important de diversification et d'inclusion dans le paysage financier algérien. Depuis l'adoption, en 2020, du règlement 20-02 par la Banque d'Algérie, permettant l'ouverture de guichets islamiques dans les banques conventionnelles, le secteur connaît un essor notable.

« À ce jour, 12 banques proposent des produits et services de finance islamique. Le nombre de comptes courants et d'investissement a dépassé les 600 000, avec des dépôts avoisinant les 500 milliards de dinars, en hausse de 170 % par rapport à 2023. Quant aux financements, ils ont dépassé les 530 milliards de dinars, soit une progression de 156 % en une année », souligne l'intervenant. Ces chiffres traduisent un engouement croissant des citoyens et des entreprises pour une offre bancaire conforme aux principes de la charia, mais aussi pour une alternative crédible dans un environnement économique exigeant.

Le numérique comme levier d'inclusion

Par ailleurs, Salah Eddine Taleb a indiqué que la digitalisation n'est plus un choix, mais une nécessité. L'intégration des technologies financières, notamment le mobile banking, l'intelligence artificielle, les fintech islamiques et les applications intelligentes, constitue un levier essentiel pour démocratiser l'accès aux services financiers, particulièrement pour les jeunes et les populations non bancarisées. Le Gouverneur de la Banque d'Algérie a également mis en avant la réforme de la loi monétaire et bancaire de 2023, qui ouvre la voie à de nouveaux acteurs tels que les banques digitales et les prestataires de services de paiement, renforçant ainsi la transformation structurelle du secteur.

L'Algérie mise sur une stratégie globale : renforcer le cadre juridique et réglementaire de la finance islamique, former des compétences locales en partenariat avec les universités, et créer un environnement propice à l'innovation.

Le pays s'appuie notamment sur les normes internationales émises par des organismes tels que l'IFSB (Islamic Financial Services Board) et l'AAOIFI (Accounting and Auditing Organization for Islamic Financial Institutions).

Une stratégie nationale pour le développement des moyens de paiement digitaux est également en cours d'élaboration, sous la supervision du Comité national des paiements, dans le but de promouvoir l'éducation financière, de réduire l'informel et de renforcer la justice économique. En conclusion, la Banque d'Algérie affirme sa volonté de positionner la finance islamique comme un pilier de son développement économique, en l'intégrant pleinement dans l'écosystème numérique national. Cette orientation ouvre de nouvelles perspectives pour mobiliser l'épargne, élargir l'accès au crédit et stimuler les investissements dans des secteurs stratégiques.

ASSEMBLÉES DE LA BID

L'amélioration du climat des affaires en Algérie soulignée

Synthèse Sirine R.

Le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred a affirmé, mardi à Alger, que le climat des affaires en Algérie s'est notablement amélioré au cours de ces dernières années grâce aux réformes engagées par les hautes autorités, soulignant la volonté de l'Algérie de bénéficier des expériences des institutions de la Banque islamique de développement (BID) en matière d'appui et de financement du secteur privé.

Dans son allocution à l'ouverture des travaux du Forum du secteur privé, organisé dans le cadre des Assemblées annuelles du Groupe de la BID au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Bouzred a affirmé que le climat des investissements en Algérie « s'est notablement amélioré au cours de ces dernières années grâce aux réformes législatives, réglementaires et administratives engagées par les hautes autorités, fondées sur la transparence, l'efficacité et la simplification des procédures, en sus de la consécration du principe du partenariat public-privé, et ce en vu de construire une économie productive et intégrée dans les chaînes de valeur mondiales». Il a ainsi souligné l'engagement de l'Algérie à améliorer davantage son climat des affaires et à assurer toutes les conditions favorables à l'encouragement des investissements. Le ministre a, en outre, appelé les opérateurs économiques à tirer profit des opportunités disponibles et des potentialités importantes dont dispose le pays.

Pour le ministre, ce forum marqué par la présence du président du Groupe de la BID, Muhammad Al Jasser, ainsi que de plusieurs opérateurs économiques algériens et étrangers, constitue une initiative précieuse d'une grande importance pour mettre en exergue le rôle pivot du secteur privé dans le développement, mettant en avant «l'approche exceptionnelle adoptée par l'Algérie pour diversifier son économie, qui vise à renforcer le rôle du secteur privé et à soutenir l'entrepreneuriat et à encourager l'initiative».

Bouzred a indiqué que l'Algérie aspire à bénéficier des expériences des institutions de la BID en matière d'appui et de financement du secteur privé, à travers la présentation des modèles réussis et des meilleures pratiques ayant contribué à la réalisation des transformations qualitatives dans des environnements similaires au contexte algérien.

Il a affirmé que l'édition 2025 de cet évènement lancé par la BID depuis presque 13 ans, reflète la conviction de cette institution financière et de ses membres quant à la nécessité pour les pays de s'ouvrir à de nouvelles voies d'investissement et opportunités d'affaires pour réaliser la diversification et renforcer leur croissance économique.

INTÉGRER L'ÉCONOMIE INFORMELLE

Une nécessité pour une fiscalité plus juste

Par Mourad A.

La réforme du système fiscal algérien occupe aujourd'hui une place centrale parmi les priorités économiques du pays. Loin d'être une simple révision technique, elle constitue une étape essentielle pour renforcer la solidité financière de l'État. Hamza Boughadi, expert en économie, a insisté sur l'importance d'un élargissement de l'assiette fiscale, qu'il considère comme indispensable pour garantir une stabilité budgétaire durable.

Invité sur la « Chaîne I » de la radio nationale, M. Boughadi a affirmé que « la réforme fiscale est une nécessité absolue », appelant à l'intégration de tous les opérateurs économiques dans le circuit formel afin que chacun contribue équitablement à l'effort national. Chaque année, la loi de finances peine à concilier les besoins croissants de financement public avec des recettes fiscales insuffisantes. L'économie informelle, qui représente une part significative de l'activité nationale, échappe encore largement au contrôle de l'administration. De nombreux opérateurs, y compris parmi les plus prospères, ne déclarent ni leurs revenus ni leurs employés, évitant ainsi toute participation aux charges publiques. « De nombreux commerçants et opérateurs agissent dans l'ombre, sans payer le moindre dinar d'impôt. Cela crée un déséquilibre criant et met en péril le financement des services publics essentiels », a déploré l'expert.

Pour rompre avec cette spirale de sous-déclaration et de fraude, les autorités misent sur l'élargissement de l'assiette fiscale. L'objectif est d'intégrer un maximum d'acteurs économiques dans un système plus transparent, plus simple et moins dissuasif.

Cette transition nécessite une transformation en profondeur du cadre fiscal, en agissant simultanément sur les procédures, les outils et les comportements. Une meilleure organisation des démarches fiscales, appuyée par la numérisation du recouvrement, vise à rendre les obligations fiscales plus accessibles et moins contraignantes.

En parallèle, des incitations sont prévues pour encourager la formalisation des activités informelles, contribuant ainsi à élargir progressivement la base contributive. « Le système fiscal actuel pousse à la dissimulation. Il faut inverser cette logique en le rendant plus souple, plus compréhensible et plus juste pour tous », a souligné M. Boughadi. Selon lui, l'un des leviers essentiels de cette réforme réside dans la mise en place de mécanismes d'adhésion volontaire, à travers des formules simplifiées de déclaration et de paiement, adaptées aux petites structures, artisans et commerçants. Des régimes spécifiques, tels que celui de l'auto-entrepreneur déjà en vigueur, doivent être étendus et mieux encadrés afin de prévenir les abus, tout en élargissant le cercle des contribuables. Par ailleurs, le recours aux plateformes numériques permettrait de mieux tracer les transactions économiques, réduisant ainsi les marges de manœuvre pour la fraude fiscale. L'ampleur du secteur informel nuit gravement à la justice fiscale et affaiblit la compétitivité des entreprises déclarées, souvent désavantagées face à des concurrents opérant dans l'illégalité. « L'économie informelle est devenue une zone grise où prospèrent l'évasion fiscale et la précarité juridique, tout en menaçant la cohésion sociale », a averti Boughadi. « Il est temps d'instaurer un pacte fiscal national, juste et mobilisateur ».

Pour réussir ce chantier ambitieux, Hamza Boughadi a appellé à une mobilisation collective, qui dépasse le seul cadre de l'administration. Il a rappelé que l'impôt ne doit pas être perçu comme une sanction, mais comme un levier de solidarité et de développement. « Sans ressources fiscales stables, il n'y a pas d'État, pas de services publics, pas de développement. Il faut que chaque citoyen comprenne qu'en payant ses impôts, il participe à la construction du pays ».

SANTÉ

L'Algérie participe à la 78ème Assemblée mondiale de l'OMS à Genève

L'Agence nationale de la Sécurité sanitaire (ANSS), présidée par Pr Kamel Sanhadji, participe aux travaux de la 78ème Assemblée mondiale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui se tient à Genève (Suisse) sous le thème "Un monde uni pour la santé", indique, un communiqué de l'ANSS. "Dans le cadre des efforts internationaux pour la protection de la santé mondiale, la 78ème session de l'Assemblée mondiale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui se tient à Genève (Suisse) du 19 au 27 mai 2025, sous le thème "Un monde uni pour la santé", sera marquée par la participation du président de l'Agence nationale de la Sécurité sanitaire (ANSS), Pr Kamel Sanhadji, parmi une délégation officielle de haut niveau représentant l'Algérie", précise la même source. Cette session constitue "une étape majeure dans le renforcement de la sécurité sanitaire mondiale, notamment à travers l'adoption attendue de l'accord international sur les pandémies, fruit de longues négociations multilatérales ayant abouti à un consensus historique entre les Etats membres", précise le communiqué. Les travaux de cette session porteront également sur plusieurs enjeux sanitaires prioritaires, tels que les effets du changement climatique sur la santé, la santé mentale, la tuberculose, le VIH/sida, ainsi que la lutte contre le tabagisme, illustrant la diversité des défis auxquels sont confrontés les décideurs en matière de santé publique. L'accord sur les pandémies s'inscrit dans "la continuité des efforts mondiaux en matière de prévention, en soutenant les politiques de santé publique actives de lutte contre le tabac, l'obésité, la pollution et les graisses trans, ajoute le même communiqué. La même source précise que "les échanges mettront également en lumière les efforts de l'OMS pour développer la couverture sanitaire universelle, renforcer les capacités humaines, améliorer les chaînes d'approvisionnement en médicaments, inaugurer l'Académie mondiale de la santé pour la formation des compétences sanitaires à l'échelle internationale, ainsi que pour renforcer sa réponse aux urgences sanitaires à travers le monde .

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES ET ENR REÇOIT LE P-DG DU FADES

Les opportunités de partenariat examinées

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu, lundi, le Président-directeur général du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES), M. Badr Mohamed El-Saad, qui effectue une visite en Algérie à la tête d'une importante délégation pour participer aux assemblées annuelles de la Banque islamique de développement (BID), qui se tiennent à Alger du 19 au 22 mai.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les relations de coopération entre l'Algérie et cette institution financière arabe qui constitue l'un des principaux instruments de financement du développement dans le monde arabe. Le Fonds a pour mission de soutenir les projets économiques et sociaux dans les pays membres, à travers des financements concessionnels, un accompagnement technique et la contribution au capital, en accordant une priorité particulière aux projets à dimension régionale ou inter-arabe.

A cette occasion, le ministre d'Etat a présenté un exposé exhaustif sur la feuille de route stratégique du secteur de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables, où il a mis en lumière les principaux programmes et projets de développement engagés à l'échelle nationale, régionale et internationale, dans les domaines des hydrocarbures, de leur transformation, du transport et de la distribution d'électricité, notamment l'électricité propre, ainsi que les grands projets miniers, les plans de dessalement de l'eau de mer, et les initiatives relatives aux énergies renouvelables et à l'hydrogène vert, précise la même source. De son côté, le PDG du FADES a salué le rôle axial de l'Algérie en tant que membre clé et acteur dans le Fonds, affirmant la disponibilité de son institution à accompagner le pays dans la réalisation de ses projets vitaux dans divers domaines, notamment dans les secteurs de l'énergie et des mines, conformément aux orientations stratégiques de l'Algérie dans la réalisation d'un développement durable et global.

L'objectif de la visite de M. El-Saad en Algérie est de présenter la nouvelle stratégie du Fonds et d'examiner les perspectives de coopération futures avec les différentes instances et institutions nationales, à la lumière de la dynamique économique que connait l'Algérie et l'augmentation des opportunités d'investissement prometteuses dans les secteurs des infrastructures, de l'industrie, des énergies renouvelables et de l'eau, conclut le communiqué.

UNE DÉLÉGATION DE LA BANQUE A ÉTÉ REÇUE PAR LA SECRÉTAIRE D'ETAT KARIMA TAFER

La BAII se dit prête à accompagner l'Algérie dans divers domaines

La secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des Mines, Karima Tafer a reçu, lundi, une délégation de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), conduite par le chef du bureau d'investissement, Konstantin Limitovskiy, indique un communiqué du ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables. Cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence de ses cadres, s'inscrit dans le cadre de la participation de cette institution financière aux réunions annuelles de la Banque islamique de développement (BID), organisées en Algérie du 19 au 22 mai courant. A cette occasion, Mme Tafer a mis en exergue l'importance de la coopération avec cette banque, au regard de la dynamique de développement que connaît l'Algérie, notamment dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, des hydrocarbures, des énergies renouvelables, des mines et des stations de dessalement de l'eau de mer, des secteurs qui intéressent cette banque, ajoute le communiqué. La secrétaire d'Etat a, en outre, présenté un exposé exhaustif sur les principaux projets en cours dans le secteur de l'Energie et des Mines, particulièrement ceux relatifs au développement des hydrocarbures, aux énergies renouvelables, à l'hydrogène et à la valorisation des ressources hydriques et minérales. Pour sa part, M. Limitovskiy a passé en revue les missions et les activités de la banque, rappelant que l'Algérie a été parmi les premiers Etats à y adhérer dès sa création en 2015. Il a également exprimé l'intérêt de la banque à accompagner l'Algérie dans divers domaines de développement, notamment dans les projets de production de l'hydrogène, des infrastructures énergétiques, et des techniques de réduction des émissions de gaz et de l'empreinte carbone, ainsi que de lutte contre le réchauffement climatique. Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues de la mise en place d'un comité de travail conjoint chargé d'examiner les voies et moyens de coopération et d'identifier des projets prioritaires dans le cadre du futur partenariat entre l'Algérie et la BAII, conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 20 ماي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 Mai 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	68	75	61	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	80	93	68	الطماطم		
	Oignon sec	47	54	39	البصل الجاف		
	Ail vert	142	163	121	الثوم الخضراء		
	Carotte	84	93	76	الجزر		
	Navet	95	105	85	لفت		
	Petit pois	180	198	161	الجلبانة		
	Fève verte	91	102	80	الفول الاخضر		
	Courgette	77	87	67	الكوسة		
	Haricot vert	185	206	165	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	107	120	94	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	434	509	360	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	554	692	416	التمر		
	Banane	419	428	409	الموز		
	Fraise	293	328	257	الفراولة		
	Melon	160	179	142	البطيخ الاصفر		
	Pastèque	100	115	85	البطيخ الاحمر		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1747	1889	1604	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	381	393	368	الدجاج		
	Œufs (Unité)	14	15	13	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)		

MONNAIES OPTIQUE

Léger recul du dollar face à l'euro et à la livre

Le dollar poursuit sa baisse mardi, à la suite de l'abaissement par l'agence Moody's de la note de la dette des Etats-Unis, tandis que la livre ne profite pas de l'accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni annoncé lundi. La devise américaine lâchait 0,11% contre l'euro, à 1,1254 dollar, et glissait de 0,08% face à la livre, à 1,3372 dollar. La veille, le billet vert a perdu un temps plus d'1% par rapport à la monnaie unique européenne, après la perte vendredi du triple A de la dette souveraine américaine, rétrogradé à Aa1. Cette dégradation a porté "un coup à la confiance" des cambistes dans l'économie américaine, "qui a entraîné un affaiblissement généralisé du dollar", soulignent des analystes.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,56	-0,70	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1415,00	0,00	0,48	0,80	0,00	-	12174	17 226 210,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	2501,00	+4,21	3,87	6,88	7,50	7,20	750	1 875 750,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	16000	36 800 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,56	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,19	-4,97	2,03	-	0	0,00

LA CONSOMMATION NATIONALE AUGMENTE DE 4 % PAR AN

Une refonte urgente du modèle énergétique s'impose

L'Algérie est confrontée à une augmentation soutenue de sa consommation énergétique, avec un taux moyen de croissance de 4 % par an depuis une décennie. Ce constat a été mis en avant par Merouane Chabane, Directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale. Il a souligné qu'à ce rythme, la consommation pourrait croître de 50 % en dix ans.

Par Mourad A.

Cette progression, loin d'être passagère, s'inscrit dans une tendance structurelle liée à la dynamique économique du pays. L'industrialisation, les vastes programmes de construction de logements et le développement du secteur tertiaire en sont les principaux moteurs. Toutefois, une part significative de cette énergie est, selon Chabane, tout simplement gaspillée. « Ce gaspillage s'explique en grande partie par un système énergétique encore largement tributaire des ressources fossiles, génératrices d'importantes émissions de carbone et soumises à un risque d'épuisement », a-t-il précisé. Dans ce contexte, une refonte du modèle énergétique national s'impose.

Le Directeur général de l'APRUE a insisté sur la nécessité d'un nouveau mix énergétique, visant à intégrer 30 % d'énergies renouvelables d'ici 2035. Cette ambition s'inscrit dans le cadre d'un Programme national de maîtrise de l'énergie (PNME), planifié jusqu'en 2035 et structuré autour d'un plan d'action quinquennal pour la période 2025-2029. L'objectif est clair : réduire de 15 % la consommation énergétique nationale grâce à l'introduction de technologies plus efficaces, au soutien des consommateurs et à une meilleure régulation du marché.

Le secteur du bâtiment, notamment résidentiel, représente un enjeu majeur puisqu'il absorbe à lui seul 46 % de la consommation énergétique totale, dont 75 % pour les logements individuels. Cette situation s'explique par la prolifération des constructions et l'usage croissant d'équipements de confort énergivores. « Ce secteur est responsable d'une hausse annuelle de 5 % de la consommation globale », a souligné Chabane. Pour y remédier, l'APRUE adopte une approche intégrée, promouvant l'isolation thermique, le recours à des équipements performants, l'installation de systèmes de chauffage centralisé urbain, ainsi que la généralisation des bâtiments à haute efficacité énergétique. Des projets pilotes sont en cours, comme l'utilisation de peintures réflectives sur les toitures des bâtiments tertiaires afin de réduire leur température et limiter le recours à la climatisation. Parallèlement, des mesures incitatives sont mises en place pour favoriser l'adoption d'équipements plus économes. L'APRUE propose par exemple des subventions allant jusqu'à 50 % pour le remplacement des anciens climatiseurs par des modèles performants fabriqués localement. D'autres études visent à promouvoir des systèmes de chauffage et de refroidissement centralisés, en particulier dans les hôpitaux, les campus universitaires et les futurs quartiers résidentiels.

Le secteur du bâtiment concentre 46% de la consommation totale

Au-delà des solutions technologiques, la question des comportements énergétiques est également cruciale. « Réduire la consommation énergétique, c'est aussi une question de comportement », a rappelé le DG de l'Aprue, plaidant pour une véritable culture de la sobriété énergétique. L'agence encourage ainsi l'utilisation de pompes à chaleur au gaz et développe des plateformes numériques afin de faciliter l'accès aux aides et d'orienter les citoyens vers des fournisseurs agréés.La régulation du marché constitue un autre chantier prioritaire. Pour assurer un meilleur encadrement, un laboratoire national d'essais de performance énergétique est en cours de création. Il visera à contrôler la conformité des équipements mis sur le marché. Aujourd'hui, la réglementation reste largement déclarative, sans mécanismes de sanction efficaces. Chabane a regretté que « nous continuons d'importer des équipements non conformes comme les lampes à incandescence, alors qu'il existe des alternatives LED locales ».

Le secteur industriel, qui représente 25 % de la consommation nationale, concentre les usages les plus énergivores, notamment dans la sidérurgie, la cimenterie et la production de fertilisants. Une réglementation impose aux sites consommant plus de 2000 tonnes équivalent pétrole (TEP) de réaliser des audits énergétiques obligatoires. Cependant, de nombreuses entreprises tardent à s'y conformer. Pour les inciter, l'APRUE prévoit de financer jusqu'à 70 % des études de faisabilité et 30 % des investissements dans des équipements plus performants, tout en envisageant des sanctions pécuniaires pour les contrevenants. Comme l'a souligné le directeur, « ces industriels doivent comprendre que l'efficacité énergétique est aussi une exigence de compétitivité à l'international », notamment face à des normes environnementales de plus en plus strictes. Afin de piloter cette transition, l'agence annonce la relance du comité intersectoriel de maîtrise de l'énergie, réunissant une cinquantaine d'acteurs issus de la société civile, des administrations, de l'industrie et du monde scientifique. L'objectif est d'élaborer collectivement une feuille de route pour une transition énergétique réussie. « Nous n'avons plus le luxe de retarder les réformes. La rationalisation énergétique est un impératif stratégique, économique et environnemental », a-t-il conclu.

HYDROGÈNE BLANC

L'Algérie dispose d'un potentiel important

L'expert en géologie, Nasreddine Kazi Tani, a mis en avant le potentiel important dont dispose l'Algérie dans le domaine de l'hydrogène blanc, affirmant que sa valorisation ouvrira des perspectives prometteuses pour la transition énergétique du pays. L'expert intervenait lors d'une conférence organisée lundi à Alger par l'association nationale "Club Energy" sur l'hydrogène blanc, en présence du ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des Mines, Karima Tafer, du PDG du groupe SONATRACH, Rachid Hachichi, du PDG du groupe SONARIM, Belkacem Soltani, et du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Mourad Beldjehem. Dans ce cadre, Dr. Kazi Tani a souligné l'importance de l'hydrogène blanc en tant que ressource naturelle rare à faibles émissions, ajoutant que les types d'hydrogène synthétiques sont moins efficaces comparés à cette ressource naturelle, en raison du coût élevé de leur production. L'expert a abordé, dans sa présentation, les caractéristiques géologiques de l'hydrogène blanc en Algérie, ses mécanismes de formation ainsi que les moyens de son exploration dans différents contextes géologiques, tout en exposant les estimations potentielles des ressources nationales de ce gaz pur. Dans ce cadre, il a appelé à l'élaboration d'une stratégie nationale visant à explorer et évaluer avec précision le potentiel de l'hydrogène blanc, et à définir les mécanismes permettant son exploitation efficace dans le cadre de trajectoires de développement "réalistes et à haute rentabilité". La conférence a été ponctuée par un riche débat avec la participation d'un groupe d'experts et de professionnels des secteurs minier et énergétique, notamment sur les connaissances scientifiques les plus récentes et les méthodes innovantes d'exploration, telles que la mesure du gaz, les techniques de télédétection, la magnétométrie portable, et la modélisation numérique pour l'estimation des ressources en hydrogène naturel. Les participants ont également souligné le grand intérêt accordé par l'Algérie à l'hydrogène, sous toutes ses formes, y compris l'hydrogène blanc, en tant qu'option énergétique d'avenir, propre et durable. Cette conférence s'inscrit dans le cadre du renforcement du dialogue entre le secteur et les institutions scientifiques et professionnelles, et de l'encouragement des initiatives visant à accompagner les transformations mondiales dans le domaine de l'énergie, tout en valorisant les ressources naturelles nationales dans le cadre des politiques de transition énergétique.

Par R E.

AUTORITÉS DE RÉGULATION DE L'ÉNERGIE D'ALGÉRIE ET DU PORTUGAL

Signature d'un mémorandum d'entente

Par Selma R.

Un mémorandum d'entente a été signé entre l'Autorité de Régulation des Hydrocarbures (ARH), la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG) d'Algérie, et l'Entité de Régulation des Services Énergétiques (ERSE) du Portugal, a annoncé le ministre de l'Energie dans un communiqué. La cérémonie s'est déroulée, jeudi dernier à Lisbonne, sous la supervision des présidents des comités de gestion : M. Rachid Nedil, Mme Wassila Bettata Atimen, et M. Pedro Verdelho, président du conseil d'administration de l'autorité portugaise. Ce mémorandum vise à renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de la régulation du secteur de l'énergie, en établissant un cadre institutionnel commun entre les parties signataires, favorisant ainsi l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.

Cette initiative, explique la même source, s'inscrit dans le cadre des activités de l'Association des Régulateurs de l'Énergie de la Méditerranée (MEDREG), dont l'Algérie est membre fondateur. L'Algérie a assuré la vice-présidence, puis la présidence de l'association à ses débuts, et occupe actuellement le poste de vice-président pour un second mandat, témoignant ainsi de son engagement actif et constant depuis plus de vingt ans en faveur du renforcement de la coopération régionale dans le domaine de la régulation énergétique. La signature de ce mémorandum représente une étape décisive dans le renforcement des relations institutionnelles entre les organes de régulation énergétique des deux pays.

Les parties s'engagent, à travers cet accord, à établir un cadre structuré pour les échanges techniques et réglementaires, incluant notamment des programmes de formation continue ; des visites d'étude ; des ateliers de partage de connaissances ainsi que des projets de coopération ciblant les défis spécifiques auxquels est confronté le secteur énergétique.

SIDI BEL ABBES

Relance de l'activité industrielle de l'ENIE

Par R E.

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel Abbes prévoit la relance de son activité industrielle et la commercialisation de certains produits, d'ici le mois de juin prochain, a annoncé, mardi, le Président-directeur général de cette entreprise publique, M. Mohamed Abbas Bourassi. M. Bourassi a expliqué à l'APS que, "dans le cadre d'une stratégie nationale visant à relancer les industries électroniques et à renforcer la production locale, l'ENIE a entamé la production de téléviseurs intelligents (SMART-TV) qui seront commercialisés, à partir du début du mois de juin, à travers divers points de vente", signalant qu'il est "est prévu, dans un premier temps, de mettre sur le marché environ 7.000 unités de 32, 43 et 55 pouces".

Concernant la fabrication de machines à laver, le responsable a révélé que la production débutera, dans les prochains jours au niveau de l'unité de fabrication de Telagh, dans la même wilaya, avec une première série de 1.000 unités destinées à la commercialisation. Et d'ajouter: "l'objectif est de poursuivre cette opération pour augmenter progressivement la production afin de répondre à la demande du marché". Par ailleurs, ENIE prévoit également, à partir du mois de juin, la production et la commercialisation de 10.000 terminaux de paiement électronique (TPE), dans le cadre d'un accord conclu avec une société de services bancaires, selon les précisions de M. Bourassi. Il a ajouté qu'une application sera développée pour améliorer les fonctionnalités du paiement électronique. Pour rappel, l'Entreprise nationale des industries électroniques s'emploie à renforcer la production des dispositifs de paiement électronique. L'ENIE a déjà fabriqué 30.000 unités en collaboration avec Algérie-Poste et prévoit d'en produire davantage pour répondre aux besoins des banques et des institutions financières, tout en s'efforçant d'adapter ses produits aux technologies modernes.

BLIDA

Distribution de plus de 36.000 logements ces trois dernières années

Au moins 36.120 logements (toutes formules confondues) ont été distribués, dans la wilaya de Blida, durant ces trois (3) dernières années, a-t-on appris, lundi, de la direction locale du logement. Sur ce total de logements attribués depuis 2022, la wilaya a enregistré la distribution de 19.992 unités durant la seule année 2024, contre 7.345 unités distribuées en 2022 et 7.679 en 2023, a indiqué la directrice du secteur, Mounia Berrah. Les logements location-vente "AADL" arrivent en tête des formules de logements distribués, avec 21.510 unités, suivis par le logement public locatif (LPL), avec 10.533 unités, et 3.125 aides à la construction rurale. A cela s'ajoutent 828 logements promotionnels aidés (LPA), et 124 unités de la formule promotionnelle publique (LPP). La même responsable a fait part du relogement, l'année dernière, de 7.845 familles qui résidaient dans 45 sites d'habitat précaire, dont 300 familles résidaient dans 49 bâtisses menaçant ruine au centre-ville de Blida (les bazars). Toujours dans le cadre des efforts visant à assurer de nouveaux logements aux demandeurs, toutes formules confondues, le parc de logements de la wilaya sera renforcé cette année avec près de 6.000 unités supplémentaires, constituées en majorité de logements publics locatifs et location-vente "AADL".

SKIKDA

126 foyers raccordés au réseau de gaz naturel à Ain Zouit

Pas moins de 126 foyers de la commune d'Ain Zouit, dans la wilaya de Skikda, ont été raccordés lundi après-midi au réseau d'approvisionnement en gaz naturel. Le wali de Skikda Saïd Akhrouf a présidé la mise en service du projet de raccordement de ces foyers au centre de la commune d'Ain Zouit relevant de la daïra d'El Hadaïk (Nord-ouest de Skikda). Selon les explications données sur site, l'opération a nécessité la réalisation d'un réseau de distribution d'une longueur linéaire de 6 km. Une étude a été élaborée pour le raccordement au réseau de gaz naturel de 170 autres foyers du centre de la commune d'Ain Zouit qui requerra la pose d'un réseau de distribution d'une longueur linéaire de 6,3 km, selon les mêmes explications.

TIARET

Une enveloppe de 5,6 milliards de dinars allouée au secteur de l'Hydraulique

Le secteur de l'Hydraulique dans la wilaya de Tiaret a bénéficié d'une enveloppe financière de 5,6 milliards de dinars, dans le cadre du programme sectoriel de l'année en cours, a annoncé, lundi, le wali, Saïd Khalil.

Le wali a précisé, lors du lancement des travaux de renforcement du réseau d'alimentation en eau potable dans les quartiers nord de la ville de Tiaret, que "ce projet s'inscrit dans le cadre d'un ensemble d'opérations dont le lancement est prévu dans les prochains jours". Les nouveaux projets du secteur concernent notamment "le renforcement du réseau d'eau potable dans plusieurs villes et agglomérations de la wilaya, le renouvellement des équipements des stations de pompage, la réalisation de réservoirs d'eau, de stations d'épuration des eaux usées (STEP), le forage de puits, entre autres", a souligné M. Khalil. Il a également ordonné l'accélération des travaux de ce projet selon les normes techniques requises, en raison de son importance pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable des quartiers nord de la ville, notamment Zemala et Zaâroura, connus pour leur forte densité de population. A noter que ce projet, réparti en deux lots, permettra de relier les réservoirs des quartiers de Sidi Khaled et Kirli aux canalisations de 500 mm de diamètre sur 1,2 km de longueur, vers les quartiers de Zaâroura et Zemala, puis au réservoir de ce dernier. Ce réseau assurera

ainsi une interconnexion des 11 réservoirs de la ville, garantissant ainsi une alimentation continue et équilibrée en eau pour tous les quartiers. A cette occasion, le wali a exhorté la Direction de l'hydraulique et à l'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE) d'élaborer un programme "efficace et adapté" pour l'alimentation en eau potable des habitants de la wilaya, en tenant compte des ressources hydriques qui seront fournies par le projet "Adjr-Maya" , dont la phase expérimentale sera lancée dans quelques jours. Il est à noter que cette enveloppe allouée au secteur de l'hydraulique fait partie du budget global de 13 milliards de dinars octroyé à 17 secteurs, couvrant 49 opérations, dont 37 seront lancées dans les prochains jours, tandis que les autres sont en cours de levée de réserves, a fait savoir le même responsable.

MASCARA

Les barrages se renforcent de 5,4 millions de m3 d'eau

Les barrages de la wilaya de Mascara se sont renforcés d'un volume de 5,4 millions de mètres cubes d'eau, grâce aux précipitations enregistrées ces derniers jours dans la région, a-t-on appris, lundi, de la direction des Ressources en eau. Selon la même source, le barrage de la commune de Bouhanifia a reçu plus de 3,7 millions de m³, tandis que le barrage de Ouizert dans la commune de Aïn-Fekan s'est renforcé de 1 million de m³. Le barrage de Fergoug (commune de Mohammadia) a, quant à lui, été alimenté de 365.000 m³, alors que le barrage de Oued El Taht à Aïn-Frah a reçu un apport de 300.000 m³ d'eaux supplémentaires. Toujours selon la direction, les barrages de Oued El Taht (capacité de plus de 7 millions de m³) et de Fergoug (capacité totale de plus de 500.000 m³) "ont atteint un taux de remplissage de 100%". Le taux global de remplissage des barrages de la wilaya de Mascara s'élève actuellement à plus de 47%, soit plus de 60 millions de m³ d'eau, a fait savoir la direction des Ressources en eau.

GHARDAÏA

8 946 candidats à l'examen du BEM

Pas moins de 8.946 candidats passeront du 1er au 3 juin prochain les examens de fin de cycle moyen (BEM) répartis entre 36 centres d'examen à travers la wilaya de Ghardaïa, tandis que 10.197 candidats, dont 160 pensionnaires du centre de rééducation, sont inscrits pour l'examen du baccalauréat 2025 dans 40 centres d'examen, indique la direction de l'Education de la wilaya. Plus de 3.000 encadreurs du secteur de l'éducation et plus de 5.500 intervenants d'autres secteurs (Sureté nationale, Protection civile, Gendarmerie et Santé) seront mobilisés durant la période des examens du Bac et du BEM, a-t-on fait savoir. Aussi, plus d'une soixantaine de nouveaux climatiseurs ont été installés dans les 40 centres d'examen prévus pour abriter les épreuves du Bac et du BEM dans la wilaya de Ghardaïa, selon la même source.

ASSAINISSEMENT DU FONCIER AGRICOLE

Récupération de plus de 26000 ha de terres agricoles à Timimoun

Une superficie globale de 26. 050 hectares de terres agricoles inexploitées, répartie à travers 30 périmètres agricoles, a été récupérée dans la wilaya de Timimoun, a rapporté lundi l'antenne locale de l'office national des terres agricoles (ONTA). Cette procédure s'inscrit dans le cadre de l'opération d'assainissement du foncier agricole initié par l'antenne local de l'office national des terres agricoles, a fait savoir le responsable local de cet organisme, Mustapha Hanani, soulignant que les terres agricoles récupérées seront affectées à d'autres agriculteurs et investisseurs sérieux. Il est prévu également le lancement via la plateforme numérique de l'ONTA, une surface de 18 379 hectares de terres agricoles réparties à travers 14 périmètres agricoles dans cette wilaya, a-t-il ajouté. S'exprimant lors d'une réunion consacrée à la situation des terres agricoles, le wali de Timimoun, Souna Benamar, a souligné l'importance d'oeuvrer à prendre toutes les mesures nécessaires pour inclure les terres agricoles récupérées dans la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles dans l'objectif d'assurer une meilleure visibilité des potentialités offertes aux investisseurs dans le domaine agricole dans cette wilaya et par ricochet, contribuer à booster un secteur prometteur. Il a dans ce sens exhorté les responsables des services concernés pour la poursuite des efforts fournis dans l'opération d'assainissement du foncier agricole, le traitement des dossiers en instances, et l'accompagnement sur le terrain des investisseurs.

Se réapproprier le cours du monde : progresser dans l'interdépendance

Une réappropriation du cours des choses suppose une disponibilité au monde, une insertion appropriée de lui en nous et de nous en lui, nous permettant de bien aller avec. Cela suppose de nouveaux rapports entre la société et sa diaspora et par-delà entre la société et le monde, et dans la société, entre le public et le privé d'une part, le travail, le savoir et la richesse d'autre part, faisant que les forces du monde passent dans celles de la société.

1ère partie

DERGUINI Arezki (*)

Se réapproprier le cours des choses signifie que nous n'y sommes plus. Nous y sommes entrés avec la Révolution par le moyen d'une élite en prise avec le cours du monde et les propensions d'une société. Nous en sommes sortis quand la volonté d'enrichissement a pris le pas sur la volonté d'industrialisation, quand la défense du territoire a pris le pas sur la conquête du monde. Car s'inscrire dans le cours du monde aujourd'hui signifie conquérir son indépendance dans l'interdépendance. Et progresser signifie progresser dans l'interdépendance. Ce qui explique la trajectoire différente qu'ont pris des pays, au niveau de développement initial comparable, comme l'Algérie, la Corée du Sud et le Vietnam. Les masses sociales sont toujours dans le cours des choses, mais étant donné les structures de leur implication, elles le subissent ou l'accompagnent. Le monde nous montre le cours qu'il prend et qu'il peut prendre, les constructions que nous avons fabriquées sont des forteresses qui gardent une société qui désapprend la compétition et la coopération. Nous nous sommes retrouvés sur les marges en train de crier notre désunion.

Régions : de la différenciation complémentaire au jacobinisme

Nous sommes sortis du cours du monde pour avoir voulu construire une identité nationale qui visait l'uniformité, refusait la compétition sociale, effaçait les identités régionales n'y reconnaissant que du tribalisme. Comment sans compétition, et sans rude compétition interne, une société postcoloniale peut-elle avoir sa place dans la compétition internationale ? La rudesse du gouvernement postcolonial n'a pas été tournée afin que le meilleur gagne, serve d'exemple, il fallait un gouvernement rude pour ordonner une rude compétition sociale et non pour l'empêcher. Ce qui distingue aujourd'hui les nations émergentes, la voie de l'excellence étatique, n'a pas été retenue[1]. On a jeté le bébé avec l'eau du bain. Du régionalisme on n'a pas voulu tirer la force, la qualité, mais affronter la faiblesse, les défauts. Une partie qui prend sans donner ou reçoit sans rendre, s'isole, s'expose à la rupture.

Dans la société précoloniale s'était établie une différenciation complémentaire des régions[2], avec la colonisation la différenciation régionale est soumise à la logique d'extraction coloniale. Une certaine complémentarité sous-jacente subsiste, mais ne compte pas dans la dynamique d'accumulation désormais soumise au marché mondial.

Les villes n'ont pas constitué de véritables pôles émergents de la société. L'urbanisation massive a étouffé les velléités de différenciation sociale. D'origine coloniale, elle était mal initiée. La bureaucratisation achève la dépolarisation de la société. L'État, construit sur une opposition dogmatique entre l'État et la société, a dans ses intentions protégé la société algérienne de la compétition extérieure, mais dans les faits il l'a surprotégée, l'a désarmée. Je me rappellerai toujours le propos du général Giap au colonel Boumediene qui lui faisait visiter les villages agricoles socialistes : « pourquoi les villageois travailleront-ils ? » « Il leur a donné du poisson, mais ne leur a pas appris à pécher » a dû penser le général Giap. Les villages socialistes n'ont pas constitué les collectifs d'une révolution agraire, cela n'était pas inscrit dans leur destin.

En vérité l'autoritarisme pèche par son manque d'autorité. Produire de l'autorité aujourd'hui, une autorité qui fait du commandement et de l'obéissance des choses allant de soi, ne peut avoir lieu concrètement que dans des milieux où l'esprit de corps peut être effectif, où la pertinence de l'autorité peut être vérifiée par ses résultats. Des milieux où l'objectif final n'est pas abstrait, lointain, séparé de l'individu par une chaîne longue d'objectifs intermédiaires inaccessibles à l'individu.

Ce n'est qu'au travers d'un ensemble cohérent disposant d'un certain esprit de corps parce que disposant d'autorités pertinentes que pourront se former et se mobiliser dans une cause commune les différentes formes de capital (social, humain, naturel et économique). L'identité nationale comme collection d'individus est la conception d'une histoire même pas européenne, juste française, qui correspond à l'esprit de la Révolution française qui fut érigée un temps comme modèle par la révolution algérienne. Il faut savoir se défaire des armes et des habitudes qui ne servent plus le combat.

Le véritable enjeu pour l'État est de favoriser l'interdépendance entre les différentes régions, d'armer leur résonance en infrastructures et règlements. Une loi qu'on édicte doit pouvoir s'appliquer, elle doit devenir une constante de l'action qui régularise l'activité et permet son intensification. Elle doit être une armature de la résonance sociale.

Ce n'est que dans la région qu'il est possible de faire jouer les différentes séparations sociales de manière cohérente, de remettre en cause les dichotomies et de refaire l'unité du naturel et du social, du civil et du militaire, du capital et du travail, c'est-à-dire de l'argent et du travail, du savoir et du travail. Ce qui ne peut être à la portée des sociétés où l'excellence étatique fait défaut.

La différenciation compétition des loyautés

Il faut renoncer à l'idée jacobine que l'identité pour être nationale doit exclure toute autre identité que celle individuelle. En vérité une telle conception accouche d'un individu faible, car amputé. L'identité est individuelle, familiale et non familiale. L'identité nationale se construit sur l'identité régionale, l'identité régionale sur l'identité familiale, mais elle ne se construit pas par le haut, mais par le milieu. Un élément est toujours compris dans un ensemble, fait partie d'un processus, et un ensemble, un processus est toujours compris dans d'autres ensembles et d'autres processus. Le milieu est un milieu de milieux, mal ou bien compris. Celui régional tient le milieu des milieux familiaux et du milieu national, sans leur être extérieur, il leur permet d'être l'un dans l'autre. Le milieu national est seul à tenir le milieu régional et le milieu mondial. Il est le milieu intermédiaire par lequel le régional passe dans le mondial et inversement. Nous avons donc un enchaînement de milieux où chaque milieu a son importance, un enchaînement et une compénétration de milieux. Une famille peut tenir dans les trois milieux, tenir les trois milieux, être tenue par les trois milieux.

De surcroît gouverner les individus sans passer par le gouvernement des groupes aujourd'hui est illusoire. Avec la révolution numérique et la gouvernementalité algorithmique, ce n'est plus essentiellement par le droit qu'est envisagé le gouvernement des individus, mais par les chiffres, les algorithmes et les données comportementales, le pilotage des comportements de groupe au moyen d'une politique d'incitation et désincitation aux USA et d'une politique du crédit social en Chine. Pour faire face aux empires numériques, ce ne sont pas les individus qu'il faut vacciner, mais l'immunité des groupes qu'il faut travailler. Chose qui ne peut être obtenue sans un travail des groupes sur eux-mêmes qui ne peut être effectué sans une très grande proximité des élites à leur société.

Compter sur la seule loyauté de l'individu à la nation c'est en réalité isoler une loyauté de ses ressources et c'est donc l'affaiblir. Lorsque la loyauté de l'individu à la famille est faible, c'est l'enracinement de la loyauté à la nation qui est menacée. En servant la nation, l'individu sert un groupe, cela est toujours vrai, ce qui n'est pas souvent le cas pour la réciproque. Les individus qui se croient affranchis servent des groupes qu'ils ignorent. Mettons donc les choses à plat, afin que les comptes fassent les bons amis : servir la nation pour un individu ou une famille, c'est le faire par l'intermédiaire d'un groupe social, d'un groupe social dont on peut régulièrement vérifier la confiance.

La différenciation de la société commence historiquement par une différenciation des familles et des individus. Elle a abouti dans la société occidentale à une différenciation de classes entre guerriers et paysans, puis entre familles bourgeoises et familles prolétaires. Le monopole de la violence a d'abord été le fait de la classe guerrière, puis de l'État de droit démocratique qui réalise un partage du pouvoir, entre la classe des propriétaires et celle des non-propriétaires, entre un pouvoir économique et un pouvoir politique (suffrage universel). Dans les « sociétés composites » postcoloniales la différenciation des familles a été heurtée, elle ne s'est pas achevée dans une différenciation régionale (comme dans le féodalisme) et a été combattue par le jacobinisme qui a opté pour une construction unilatérale de la société par le haut. La différenciation sociale n'ayant pas précédé le jacobinisme, le jacobinisme entretiendra une certaine indifférenciation.

On ne peut tenir une nation composée d'une collection d'individus abstraits sans un État de droit. Il n'y a pas de société, mais des individus, disait Margaret Thatcher, mais encore faut-il qu'il y ait du droit, du contrat, de la justice et une généralisation des échanges marchands aux échanges sociaux. Le droit coûte. Mise à part la théorique société contractuelle, tenue par le droit dans ses différents échanges, la société réelle tient dans une chaîne de loyautés, dans des séries de groupes qui se croisent, que l'individu entretient et qui l'entretiennent. L'individu est attaché à plusieurs loyautés qu'il sert et qu'il dessert, qui le servent ou le desservent. Il est d'autant mieux intégré qu'il ne trahit pas une loyauté pour en servir une autre, les différentes loyautés se complétant. La loyauté à la nation finit par se rompre si elle exige de l'individu qu'il renonce à la loyauté familiale alors qu'elle est incapable de lui fournir l'écosystème qui lui permet d'associer son intérêt à celui de la nation. C'est que la loyauté familiale précède celle nationale qui ne se substitue à elle qu'avec la généralisation de l'économie marchande à tous les échanges. L'économie marchande, non marchande publique et l'économie domestique peuvent se disputer les loyautés ou les combiner. L'économie domestique peut soutenir les deux autres économies, les deux autres économies peuvent se substituer à elle lorsqu'elles dominent l'activité. En temps de crise de ces économies, c'est la loyauté familiale qui garantit celle nationale et non l'inverse. La loyauté familiale implique des individus, la loyauté politique implique des groupes. De plus, la loyauté familiale peut tenir des individus de loyautés politiques différentes et opposées. Elle peut conjoindre en elle ce qui est disjoint hors d'elle.

(A suivre)

Notes

[1] 1Voir notre article La méritocratie au service de l'excellence étatique. Le Quotidien d'Oran du 19 février 2024.

[2] Voir les travaux de Marc Côte dont Mutations rurales en Algérie, le cas des Hautes plaines de l'Est. Coédition OPU, Alger, CNRS, Paris, 1979, 163 p. et cinq cartes h.-t.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

TUNISIE

Les sociétés cotées réalisent 6,1 milliards de dinars de revenus au premier trimestre

Selon la BVMT, les indicateurs d'activité trimestriels (à fin mars) publiés par les sociétés cotées et des indices sectoriels publiés par la Bourse font ressortir une hausse de leur revenu global de 3% par rapport à la même période de l'année 2024, pour se situer à 6,1 milliards de dinars contre 6 milliards de dinars.

65% des sociétés ayant publié leurs indicateurs du premier trimestre 2025, soit 46 sur 71, ont amélioré leurs revenus par rapport à la même période de l'année précédente.

Les 20 sociétés qui composent le Tunindex20 ont accaparé 3,8 milliards de dinars (ou 62% du revenu global), en hausse de 1,8% par rapport à la même période de l'année écoulée.

Notons qu'à la date de publication de cette note, 71 sociétés cotées, soit 96% de la Cote ont publié leurs indicateurs relatifs au premier trimestre 2025. Les sociétés qui n'ont pas publié leurs indicateurs à ce jour sont AIR LIQUIDE TUNISIE, ALKIMIA et UADH.

Les plus fortes hausses de revenus ont été respectivement réalisées par ARTES (+169%), NEW BODY LINE (+45,3%), ASSAD (+42,1%), SOTRAPIL (+40,8%) et PLACEMENT DE TUNISIE SICAF (+40,7%).

Les plus fortes baisses de revenus ont été enregistrées par SIMPAR (-95,2%), SITS (-34,2%), SOTEMAIL (-30,2%), CELLCOM (-30,1%) et CARTHAGE CEMENT (-28,6%).

MAURITANIE

Proparco finance les importations agroalimentaires via des accords avec 3 banques

Environ 44,5 millions $ seront alloués à BEA, GBM et BMI pour leur permettre de financer plus facilement les importateurs de biens essentiels. L'opération vise à stabiliser l'approvisionnement en denrées, dans un contexte où les produits alimentaires représentent 36% des importations du pays au 1er trimestre 2024.

En Mauritanie, Proparco, filiale du groupe Agence française de développement (AFD), a accordé une enveloppe de 40 millions d'euros (environ 44,5 millions $) à trois banques locales pour soutenir les importations alimentaires et agricoles. Il s'agit de la Banque El Amana (BEA), la Générale de banque de Mauritanie pour l'investissement et le commerce (GBM) et la Banque mauritanienne de l'investissement (BMI).

Ces institutions ont des profils et activités complémentaires. BEA, qui est historiquement active dans le secteur de la pêche et de l'agroalimentaire, obtiendra une ligne de garantie de 10 millions d'euros. GBM qui se positionne sur le financement des entreprises, obtiendra quant à elle 15 millions d'euros et la BMI, 15 millions d'euros. Ces ressources seront rétrocédées à des sociétés d'import de biens essentiels.

A travers ces accords, les banques partenaires disposeront de garanties qui leur permettront d'améliorer les conditions de financement proposées aux importateurs. L'objectif est de fluidifier les opérations commerciales internationales dans des secteurs jugés stratégiques, notamment l'agroalimentaire.

La GBM entend renforcer sa capacité à financer les importations de biens essentiels, en particulier les céréales et denrées agricoles de base. Elle proposera à ses clients importateurs des instruments de commerce international plus accessibles, tels que des lettres de crédit, lettres de crédit stand-by et traites avalisées, avec la garantie supplémentaire de Proparco.

La directrice générale de la GBM, Dr Leïla Bouamatou, a salué un partenariat structurant pour le tissu économique mauritanien. « Cet appui nous permettra d'offrir des solutions de financement plus souples et accessibles à nos clients importateurs, contribuant à la continuité de l'approvisionnement du pays et à la stabilité des marchés locaux », a-t-elle déclaré.

Pour BEA, cette garantie renforcera son action auprès des opérateurs économiques locaux. Quant à la BMI, l'opération facilitera l'élargissement de son réseau de correspondants bancaires à l'international.

Selon les données du premier trimestre 2024, les importations mauritaniennes sont fortement concentrées dans trois segments : les produits alimentaires (36%), les produits pétroliers (30%) et les matériaux de construction (22%). Sur la période, les achats de produits alimentaires ont atteint 10 755 millions MRU (271,2 millions $). Les céréales représentent la part la plus importante (43%), avec le blé comme principal produit importé (95,3% des volumes céréaliers). Viennent ensuite les sucres et sucreries (22,5%).

FACE À LA PÉNURIE CROISSANTE DE GAZ

L'Égypte et le Qatar renforcent leurs liens énergétiques

Le gouvernement égyptien cherche à garantir son approvisionnement à long terme grâce aux importations qataries et à de nouveaux partenariats pour explorer des gisements stratégiques

Face à une crise énergétique croissante, l'Égypte intensifie ses efforts pour garantir son approvisionnement en gaz naturel grâce à un ambitieux plan de coopération avec le Qatar. Le pays nord-africain a annoncé des négociations en vue de conclure un accord d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) à long terme avec QatarEnergy, l'une des plus grandes entreprises mondiales du secteur, afin de répondre à la demande intérieure croissante, d'atténuer les coupures d'électricité et d'alléger la pression sur le budget de l'État.

Cette annonce a été faite à l'issue d'une réunion à Doha entre le ministre égyptien du Pétrole, Karim Badawi, et son homologue qatari, Saeed Al-Kaabi. Les deux hommes ont abordé non seulement un accord d'approvisionnement, mais aussi la possibilité d'approfondir la coopération en matière d'exploration et de développement de gisements, en particulier en Méditerranée orientale. Les discussions s'inscrivent dans un contexte marqué par une forte baisse de la production nationale de gaz, qui a contraint l'Égypte à recommencer à importer des combustibles fossiles après des années d'autosuffisance. Depuis 2022, l'Égypte est confrontée à un déficit croissant en gaz.

Actuellement, le pays produit environ 4,3 milliards de pieds cubes par jour, alors que la demande dépasse les 6 milliards et atteint même 7 milliards pendant les mois d'été. Les centrales électriques égyptiennes consomment environ 4,5 milliards de pieds cubes de gaz par jour en haute saison, en plus de 30 000 tonnes de diesel. Ce déficit a contraint le gouvernement à mettre en place des mesures de rationnement de l'électricité et à recourir à des importations stratégiques.

ARABIE SAOUDITE

Les transferts d'expatriés au plus haut depuis 9 ans

Les transferts de fonds des expatriés d'Arabie saoudite ont grimpé à 15,5 milliards de riyals saoudiens (4,13 milliards de dollars; 1 dollar = 0,89 euro) en mars 2024, marquant une augmentation de 29,61% en glissement annuel.

Selon les données publiées par la Banque centrale saoudienne, également connue sous le nom de Sama, il s'agit du niveau mensuel le plus élevé enregistré depuis près de neuf ans.

Cette augmentation reflète un marché du travail de plus en plus attractif dans le Royaume et un élan croissant dans l'adoption des paiements numériques, permettant des transferts d'argent internationaux plus fluides pour l'importante population expatriée du pays.

Parallèlement, les transferts effectués par les citoyens saoudiens ont également augmenté pour atteindre 6,5 milliards de riyals saoudiens, soit une hausse de 27% sur la même période et leur plus haut niveau depuis près de trois ans, selon les chiffres de la Sama.

L'essor des transferts de fonds s'inscrit dans le cadre d'une croissance plus large des transactions transfrontalières.

Selon le rapport «Money Travels: 2024 Digital Remittances Adoption» de Visa, publié en octobre, les expéditeurs de fonds au Royaume sont principalement motivés par la nécessité d'apporter un soutien financier continu aux familles, de répondre à des besoins urgents et de contribuer aux coûts liés à la santé et à l'éducation. Ces priorités ont contribué à maintenir des volumes de transactions élevés malgré le ralentissement des tendances mondiales en matière d'envois de fonds. L'analyse a également mis en évidence que les plateformes numériques sont désormais la méthode préférée pour envoyer de l'argent à l'international depuis l'Arabie saoudite. Plus de la moitié des utilisateurs interrogés ont déclaré qu'ils prévoyaient d'augmenter leur utilisation des canaux numériques au cours de l'année à venir, tandis que moins d'un tiers d'entre eux prévoient de continuer à utiliser les méthodes physiques traditionnelles telles que l'argent liquide ou les mandats. Ali Bailoun, directeur général de Visa pour l'Arabie saoudite, Bahreïn et Oman, a noté que le Royaume reste l'un des principaux marchés d'envoi de fonds au niveau mondial. Il a souligné que le secteur des paiements du pays progresse rapidement et que les partenaires locaux continuent d'améliorer les solutions numériques qui sont sécurisées, transparentes et alignées sur les attentes changeantes des utilisateurs. Si les outils numériques améliorent l'accès et la rapidité, les utilisateurs de transferts de fonds dans tout le pays signalent encore quelques difficultés persistantes, notamment les frais de service et la clarté des taux de change. L'étude a révélé qu'environ un tiers des expéditeurs et des destinataires ont fait part de leurs préoccupations concernant les coûts et la transparence des frais, en particulier lorsqu'ils utilisent des options de transfert en espèces. Néanmoins, l'évolution continue vers les canaux numériques contribue à résoudre bon nombre de ces problèmes, en offrant aux utilisateurs davantage de contrôle, de visibilité et de commodité dans la gestion des paiements internationaux.

Le rapport indique également que 87% des personnes interrogées basées en Arabie saoudite prévoient d'envoyer de l'argent à l'étranger au moins une fois par an. En comparaison, 73% s'attendent à recevoir des envois de fonds au cours de la même période, ce qui indique une demande stable et un engagement financier transfrontalier soutenu.

L'augmentation du volume et la tendance à l'adoption du numérique reflètent le programme de transformation plus large de l'Arabie saoudite, alors que le Royaume s'efforce de moderniser son infrastructure financière conformément à la Vision 2030.

Alors que les flux de transferts de fonds atteignent de nouveaux sommets, l'innovation numérique joue un rôle central dans le remodelage de la façon dont les individus se connectent à leurs familles et les soutiennent dans le monde entier.

LE MARCHÉ AFRICAIN DES VOITURES ÉLECTRIQUES

Une conquête chinoise par défaut

Tandis que les constructeurs occidentaux concentrent leurs efforts sur l'Asie et les marchés du Nord, la Chine gagne du terrain dans les pays émergents, y compris en Afrique. Dans un marché continental encore embryonnaire, où l'offre locale fait défaut et les politiques restent dispersées, les véhicules électriques chinois s'imposent par leur prix, leur disponibilité et l'absence d'alternative.

Selon le rapport « Global EV Outlook 2025 » de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) paru la semaine passée, les ventes de véhicules électriques en Afrique ont plus que doublé en 2024. Si l'essor reste modeste en volume (à peine 0,1 % du marché mondial), il est largement porté par les constructeurs chinois qui captent l'essentiel de la croissance dans les économies émergentes. Sur un continent où ni les marques locales ni les grandes firmes européennes ou américaines ne déploient de stratégie cohérente, cette conquête chinoise avance par défaut.

Marginal à l'échelle mondiale, mais forte croissance locale

Dans le détail, l'AIE indique qu'environ 11 000 voitures électriques ont été vendues en Afrique en 2024. Le continent reste marginal dans la transition mondiale, qui a vu plus de 17 millions d'unités écoulées, soit plus de 20 % du total des ventes de voitures neuves. Au Maroc et en Égypte, les ventes dépassent les 2 000 unités, car le marché local profite également des efforts des constructeurs automobiles pour étendre leurs lignes de production en vue de faciliter les exportations vers l'Union européenne.

En 2024, 11 000 voitures électriques ont été vendues en Afrique. Toutefois, le continent reste marginal dans la transition mondiale, qui a enregistré plus de 17 millions d'unités écoulées. Le rapport évoque trois autres pays africains, en l'occurrence l'Afrique du Sud, l'Ethiopie et le Nigeria. En Ethiopie, les chiffres de vente sont incertains. « Les données sur le déploiement des voitures électriques en Éthiopie sont difficiles à obtenir, et les sources ne sont pas cohérentes entre elles. Le ministère des Transports de l'Éthiopie fait état d'un parc de 100 000 véhicules électriques, sans préciser combien d'entre eux sont des voitures. En revanche, EV Volumes estime à environ 1 300 le nombre de voitures électriques vendues au cours des cinq dernières années », peut-on lire dans le rapport.Si les chiffres sur les ventes au Nigeria ne sont pas non plus clairs, le document indique que le pays envisage de renforcer ses capacités de production de véhicules électriques avec l'appui du Maroc, et « a signé en 2024 la Déclaration sur les véhicules à zéro émission, s'engageant à œuvrer pour que toutes les nouvelles ventes de voitures et d'utilitaires soient à zéro émission d'ici 2040».

Dans ces différents pays, si les ventes progressent tout de même, les infrastructures de recharge restent quant à elles plus rares, surtout hors des capitales, et les services d'entretien font face à des pénuries de pièces. Le marché repose par ailleurs principalement sur des véhicules importés, souvent à bas coût, dominés par des modèles chinois. Le rapport de l'AIE précise que 75 % de la croissance des ventes de véhicules électriques dans les pays émergents hors Chine provient d'importations chinoises. 75 % de la croissance des ventes de véhicules électriques dans les pays émergents hors Chine provient d'importations chinoises.

Une présence chinoise de plus en plus structurée

Si l'AIE ne cite pas spécifiquement les marques chinoises actives sur le continent, d'autres sources confirment une percée rapide des constructeurs de l'empire du Milieu dans les pays émergents et en Afrique. Au premier semestre 2024, 44 % des exportations chinoises de véhicules électriques étaient à destination des pays émergents, contre 18 % deux ans plus tôt, selon une analyse de Global Sovereign Advisory (GSA).

Sur le continent africain, les exportations chinoises ont franchi les 127 millions $ au deuxième trimestre de la même année.

L'Égypte est devenue la première destination des VE chinois en Afrique, suivie de l'Éthiopie, en partie via le port de Djibouti.

Une marque chinoise illustre particulièrement cette dynamique, il s'agit du constructeur BYD (principal concurrent de Tesla et 107 milliards $ de chiffre d'affaires en 2024). Le constructeur automobile s'appuie sur un partenariat avec CFAO pour distribuer ses modèles dans plusieurs pays africains. Le dernier développement date d'avril 2025 avec le lancement des véhicules 100% électriques BYD au Bénin. Avant cette étape, CFAO Mobility avait annoncé fin mars l'introduction officielle des VE de BYD sur le marché nigérian. L'entreprise met également en place dans le pays un écosystème incluant l'installation de bornes de recharge, l'entretien, les pièces détachées, et des solutions de recharge à domicile.

En janvier 2025, la filiale rwandaise a inauguré sa première concession BYD à Kigali, tandis qu'en septembre 2024, sa filiale kényane avait déjà lancé les modèles BYD sur le marché local. On peut rajouter à la liste des pays comme la Côte d'Ivoire, Madagascar ou encore le Sénégal et le Zimbabwe.

OUGANDA - SOUDAN DU SUD - RCA

Un projet de corridor routier pour l'intégration régionale

Le corridor proposé ambitionne en effet d'atténuer les difficultés liées au manque d'accès de ces pays à une façade maritime. Une contrainte naturelle creusant le déséquilibre dans les échanges commerciaux avec le reste du monde.

L'infrastructure pourrait ainsi devenir un nœud stratégique entre l'Afrique de l'Est et celle centrale, et une alternative aux corridors existants, notamment ceux passant par Mombasa (Kenya) ou Dar es Salaam (Tanzanie), en réduisant les distances pour certains échanges et en élargissant l'accès à des marchés actuellement limités. Avec ses nombreux projets d'interconnexions routières et ferroviaires avec le Kenya, l'Ouganda pourrait devenir le point tampon de ce projet à vocation régionale.

Alors que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) entre progressivement en phase opérationnelle, la création d'infrastructures d'interconnexion devient évidente. La future route devrait faciliter les exportations agricoles et minières du nord de l'Ouganda et du sud de la Centrafrique, tout en ouvrant de nouveaux débouchés pour les opérateurs logistiques et les échanges transfrontaliers.

Le commerce entre ces trois pays reste bridé par les coûts élevés de transport. Selon la BAD, dans plusieurs zones enclavées d'Afrique centrale, notamment en RCA, au Tchad, au nord de la République démocratique du Congo ou encore dans certaines régions du Soudan du Sud, les coûts logistiques (transport, transit, frais douaniers, manutention, etc.) peuvent représenter jusqu'à 70% de la valeur des marchandises. Ce corridor pourrait contribuer à réduire ces coûts, améliorer la fluidité douanière et accroître la compétitivité des économies locales.

Mais malgré cette volonté politique, la concrétisation de ce projet dépendra des capacités de mobilisation financière auprès des bailleurs de fonds. La sécurité dans certaines zones du tracé, en particulier au Soudan du Sud et en Centrafrique, demeure également un défi structurel pour les investisseurs.

PORTEO AU CEO FORUM 2025

«L'engagement d'un champion africain pour une Afrique souveraine et résiliente»

PORTEO, un leader dans le secteur des solutions économiques innovantes, a participé activement à l'Africa CEO Forum 2025, qui s'est tenu au prestigieux Sofitel Hôtel Ivoire d'Abidjan les 12 et 13 mai 2025. Cet événement majeur a rassemblé des dirigeants d'entreprises, des décideurs politiques et des investisseurs de tout le continent, offrant une plateforme unique pour discuter des enjeux cruciaux de la souveraineté économique en Afrique.

Le thème central de cette édition du forum était « Construire une Afrique Résiliente et Souveraine », un sujet qui résonne particulièrement avec la mission de PORTEO. L'entreprise, reconnue pour son engagement envers le développement économique durable et équitable en Afrique, a profité de cette occasion pour partager sa vision et ses initiatives visant à renforcer l'autonomie économique des pays africains.

On avait déjà vu Hassan Dakhlallah, président de PORTE group au Springs Meeting en avril dernier à Washington. « A Washington, nous avons porté la voix d'un continent qui veut maîtriser ses infrastructures stratégiques. » affirme l'homme d'affaire.

Pour une Afrique Souveraine.

Ici, à Abidjan, à l'occasion de l'Africa CEO Forum, les représentants de PORTEO ont participé à plusieurs panels de discussion, abordant des sujets tels que l'innovation technologique, le développement d'infrastructures locales et la création d'emplois. Ils ont également dévoilé de nouvelles initiatives destinées à soutenir les entrepreneurs locaux et à promouvoir des partenariats productifs entre les entreprises africaines et internationales.

« Notre participation à l'Africa CEO Forum témoigne de notre engagement indéfectible envers une Afrique autonome et prospère », a déclaré M. Gérard Kouassi, Directeur Général de PORTEO BTP CI.

RELANCE DE LA FILIÈRE CACAO

Le Ghana mise sur des plantations industrielles

Au Ghana, la production de cacao évolue en dents de scie depuis plusieurs années. Face à l'expansion de l'orpaillage illégal, le vieillissement des arbres et des maladies virales, le gouvernement dévoile une nouvelle initiative pour relancer et assurer la pérennité d'une filière en perte de vitesse. Le gouvernement prévoit d'acquérir 200 000 hectares de terres agricoles au profit du Conseil du cacao (Cocobod). L'information a été révélée le 16 mai dernier par Cassiel Ato Forson, ministre des Finances, au cours de la cérémonie d'inauguration du nouveau conseil d'administration du régulateur de la filière cacao.

D'après le responsable, l'acquisition de nouvelles superficies cultivables permettrait au Cocobod d'établir de nouvelles plantations industrielles de cacaoyers pour stimuler « considérablement » le niveau de production actuel. « Cette initiative viendra compléter les activités des petits exploitants existants et garantir une croissance durable du secteur », a déclaré M. Forson.

Si des détails supplémentaires concernant la mise en œuvre de ce nouveau projet n'ont pas encore été révélés, son annonce est un signal encourageant pour la filière qui est confrontée depuis plusieurs années à des défis structurels qui ont freiné sa production. Selon le Cocobod, environ 500 000 hectares de vergers de cacaoyers ne sont pas productifs au Ghana en raison de l'effet combiné de l'expansion de l'orpaillage illégal, localement appelé « galamsey », du vieillissement de certains cacaoyers et de la prolifération de la maladie virale du cacaoyer (Swollen Shoot).

Dans ce contexte, l'ajout de 200 000 hectares de plantations industrielles de cacaoyers devrait permettre de compenser en partie la baisse de productivité liée à la réduction de la superficie du verger national exploitable qui s'est traduite par un déclin des volumes de récolte sur les dernières années. Les données compilées par l'Organisation internationale du cacao (ICCO) indiquent que la production de cacao au Ghana a chuté de 31 %, passant de 771 000 tonnes en 2019/2020 à 530 000 tonnes en 2023/2024. Il convient de noter que les retombées positives attendues des nouvelles plantations industrielles annoncées ne seront pas immédiates.

En effet, un cacaoyer met généralement entre 3 et 5 ans avant de produire ses premières cabosses commercialisables, avec des rendements significatifs qui n'apparaissent qu'à partir de la 6e ou 7e année.

POINT-MARCHÉS

L'Europe dans le vert avec le reflux des tensions dans l'obligataire US

Les principales Bourses européennes sont orientées à la hausse mardi en matinée sur fond d'atténuation des tensions dans le compartiment obligataire américain qui avait réagi à la dégradation par Moody's de la note souveraine des Etats-Unis.

À Paris, le CAC 40 prend 0,12% à 7.892,16 points vers 07h15 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,22% et à Francfort, le Dax gagne 0,22%.
L'indice EuroStoxx 50 grignote 0,06% et le FTSEurofirst 300 de 0,21%. Le Stoxx 600 progresse de 0,15%.
Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une baisse de 0,18% pour le Dow Jones, de 0,34% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,46% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance légèrement dans le vert.
Les marchés actions en Europe profitent pour le moment de la stabilité des rendements obligataires. Celui des bons du Trésor américain à dix ans s'affiche à 4,4652%, après un pic depuis le 11 avril atteint la veille à 4,564%, tandis que le 30 ans cède 1,1 point, à 4,9316%, après avoir touché lundi un sommet de 18 mois, à 5,037%. Le rendement du Bund allemand à dix ans, référence pour la zone euro, est lui pratiquement inchangé, à 2,587%. Le projet de loi au Congrès sur les réductions d'impôts décidées par le président Donald Trump, prévu ce mardi, constituera le prochain test dans l'obligataire.
La décision de la Banque populaire de Chine (BPC) de procéder mardi à la première baisse de ses taux directeurs depuis octobre dernier soutient également la tendance positive.
Sur le plan géopolitique, Donald Trump a annoncé lundi que l'Ukraine et la Russie allaient ouvrir des négociations "immédiatement" en vue d'un cessez-le-feu, ce qui apaise les inquiétudes, même si rien de concret n'a été annoncé.
Aux valeurs, Kering, qui a annoncé avoir choisi le styliste italien Pierpaolo Piccioli comme directeur artistique de Balenciaga, est dans le rouge.
Swiss Life prend 0,50%, le groupe suisse d'assurance ayant fait état d'une hausse de ses revenus tirés de commissions au premier trimestre.
Vodafone recule de 0,40% malgré l'annonce par l'opérateur télécoms d'une prévision de retour à la croissance en Allemagne, son principal marché, cette année.

BOURSE ZURICH

En panne de direction en fin de matinée

La Bourse suisse avançait à tâtons mardi à l'approche de la mi-journée, dans le sillage d'une dégradation par Moody's de la note de la dette étasunienne. Passé un mouvement d'humeur, les détenteurs de capitaux préféraient relativiser la portée de l'évènement.
"Nous continuons de penser que les actifs américains joueront un rôle central dans les portefeuilles mondiaux," indique ainsi Tuan Huynh, responsable régional du BlackRock Investment Institute dans une tribune.
Stratégiste chez RoboMarkets, Jürgen Molnar, constate pour sa part que "la voracité des investisseurs est de retour".
La banque centrale chinoise a abaissé mardi deux taux d'intérêt clés à des niveaux historiquement bas, dernier effort des autorités pour stimuler la croissance sur fond de tensions commerciales avec Washington et de crise du secteur immobilier. Le garant de la stabilité des prix en Australie a fait de même, mais prévient que les droits de douane US maintiennent son économie dans l'incertitude.
Sous nos latitudes, la faîtière de l'industrie des machines, des équipements électriques, des métaux et branches technologiques apparentées brosse un tableau sombre pour l'avenir immédiat d'un secteur déjà passablement malmené ces derniers trimestres.
Peu avant 11h00, le Swiss Market Index (SMI) s'enrobait de 0,16% à 12'376,30 points et l'indice élargi Swiss Performance Index (SPI) de 0,14%, à 16'989,94 points. Plombé par une courte majorité de perdants et des effets de pondération, le Swiss Leader Index (SLI) des trente principales valorisations égarait 0,05% à 2026,22 points.
Les poids lourds pharmaceutiques étaient en verve, Novartis s'adjugeant 1,1%, le bon Roche 0,9%. Le paquebot alimentaire veveysan Nestlé grignotait 0,4%. Le chimiste de la construction Sika (+2,1%) affichait la meilleure performance du moment, sans indication particulière.
Le colosse zurichois de la prévoyance Swiss Life (-0,5%) ne profitait guère d'une performance trimestrielle plus qu'honorable. L'assureur vie remontait toutefois des tréfonds du classement.
Le producteur de soupapes à vide VAT Group (-3,0%) par contre conservait la lanterne rouge, après avoir modéré ses ambitions à moyen-terme à l'occasion d'une journée pour investisseurs.
Le béhémoth bancaire UBS (-2,0%) reculait ostensiblement, sans indication particulière.
Sur le marché élargi, le motoriste autrichien Pierer Mobility (+9,3%) remettait les gaz, assurant avoir reçu des promesse de financement pour sortir sa marque phare KTM de l'ornière.
Le traiteur industriel Bell Food Group (-0,2%) cède ses sites de production de salades et crudités prêts à consommer sis en Europe de l'est, pour un montant non dévoilé.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 20 Mai 2025
Valeur : 22 Mai 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.7152	132.7302
1	EUR	EURO	149.5966	149.6666
1	GBP	POUND STERLING	177.6880	177.7557
100	JPY	JAPANESE YEN	92.0738	92.0906
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3834	18.3862
1	CHF	SWISS FRANC	159.6286	159.7235
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.2114	95.2427
1	DKK	DANISH KRONE	20.0567	20.0614
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7476	13.7524
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.9202	12.9267
1	AED	UAE DIRHAM	36.1297	36.1397
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3832	35.3891
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.1563	432.3459
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9004	44.3416
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3446	14.3463
1	LYD	LIBYAN DINAR	24.1559	24.2798
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3238	3.3341
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.6235	179.6235

PARIS

Reste au contact des 7890, valeurs du luxe en baisse

La Bourse de Paris débute la séance proche de l'équilibre vers 7892, au lendemain d'une clôture légèrement dans le vert des principaux indices américains, avec par exemple une hausse de près de 0,1% pour le S&P500.
'L'indice S&P500 a réduit ses pertes lundi, atteignant la zone des 5968 points, après que les investisseurs ont profité de la baisse initiale du marché pour acheter des actifs à moindre coût', précise Antonio Di Giacomo, analyste des marchés chez XS.
Il souligne que ce rebond s'est pourtant produit dans un contexte de tensions financières accrues à la suite de la décision de Moody's de dégrader sa note de crédit des États-Unis de Aaa à Aa1, sur des inquiétudes croissantes concernant la trajectoire budgétaire du pays et la viabilité de sa dette.
'La résilience du S&P500 est un signe que, malgré les tensions budgétaires, l'appétit pour le risque reste vif, alimenté par une économie qui continue de montrer des signes de croissance et par les attentes de politiques monétaires plus flexibles', juge l'analyste.
'Alors qu'un 'buy the dip' agressif s'est mis en place depuis des semaines sur les marchés, la trajectoire incertaine de l'économie américaine pourrait tempérer les ardeurs dans les mois qui viennent', estime cependant Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés chez IG France.
Néanmoins, le professionnel estime que 'les marchés actions européens pourraient continuer à tirer leur épingle du jeu' dans cet environnement, après avoir surperformé de 9% les marchés américains depuis le début de l'année.
'Les nombreuses baisses de taux de la BCE, les taux souverains moins élevés, le bazooka budgétaire allemand, et la stabilité perçue de la zone euro par rapport aux changements brutaux de politiques (budgétaire et commerciale) aux Etats-Unis devraient entretenir la rotation observées ces derniers mois des actifs américains vers les actifs européens', explique-t-il.
Dans l'actualité des valeurs à Paris, TotalEnergies indique avoir signé un accord avec Ksi Lisims LNG pour l'achat, durant 20 ans, de deux millions de tonnes par an de GNL provenant d'une future usine de liquéfaction au Canada, sous réserve de la décision finale d'investissement du projet.
Kering a annoncé lundi soir la nomination de Pierpaolo Piccioli au poste de directeur artistique de Balenciaga, à compter du 10 juillet prochain. La première collection de la marque sous sa direction artistique sera dévoilée en octobre prochain.

CHINE

La banque centrale abaisse deux taux d'intérêt clés, à des niveaux historiquement bas

Un effort consenti par les autorités pour stimuler la croissance sur fond de tensions commerciales avec Washington et de crise du secteur immobilier.

La banque centrale chinoise a abaissé mardi deux taux d'intérêt clés à des niveaux historiquement bas, dernier effort des autorités pour stimuler la croissance sur fond de tensions commerciales avec Washington et de crise du secteur immobilier. La Chine et les États-Unis ont convenu la semaine dernière de réduire fortement pendant 90 jours les droits de douane imposés réciproquement, suscitant l'espoir des milieux économiques d'une réduction durable des tensions.
Mais l'Etat-parti chinois doit encore faire face à une stagnation de la consommation interne et à une longue crise de l'immobilier, qui menacent son objectif de croissance d'environ 5% pour 2025. Le LPR à un an, qui constitue la référence des taux les plus avantageux que les banques peuvent offrir aux entreprises et aux ménages, a été abaissé de 3,1% à 3%, a annoncé mardi la Banque populaire de Chine (PBoC). Le LPR à cinq ans, la référence pour les prêts hypothécaires, a été abaissé de 3,6% à 3,5%, selon la même source. Ces deux taux avaient déjà été abaissés en octobre, atteignant alors des planchers historiques. Ces nouvelles baisses «vont réduire le montant des paiements d'intérêts sur les prêts existants, ce qui allégera quelque peu la pression pesant sur les entreprises endettées. Elles vont aussi faire baisser le coût des nouveaux prêts», écrit dans une note Zichun Huang, économiste chez Capital Economics. «Mais de modestes baisses de taux ne suffiront probablement pas, à elles seules, à stimuler de manière significative la demande de crédit ou l'activité économique dans son ensemble», affirme-t-elle. «Les réductions annoncées aujourd'hui... ne seront probablement pas les dernières cette année», conclut l'économiste.

Une série de mesures pour un nouveau souffle

Depuis des mois, les autorités s'efforcent d'activer les leviers à leur disposition pour donner un nouveau souffle à la deuxième économie mondiale. En décembre, les principaux dirigeants chinois, dont le président chinois Xi Jinping, avaient identifié plusieurs «tâches clés» pour 2025, dont une stimulation «vigoureuse» de la consommation, la stabilisation du commerce extérieur et l'enraiement de la chute du marché immobilier. «Cette année, nous abaisserons le taux des réserves obligatoires et des taux d'intérêt comme il se doit en fonction des situations économique et financière» à l'intérieur et à l'extérieur du pays, avait également prévenu en mars le gouverneur de la banque centrale chinoise. Plus tôt ce mois-ci, cette dernière avait annoncé une baisse de 0,5 point de pourcentage du montant des réserves obligatoires des banques, afin d'inciter les établissements bancaires à accorder davantage de prêts. Signe positif pour Pékin, la production industrielle a grimpé de 6,1% en avril par rapport à l'an passé, selon le Bureau national des statistiques (NBS) chinois, un taux supérieur aux attentes des économistes sondés par l'agence Bloomberg. Mais, toujours selon le BNS, les prix des logements neufs ont reculé dans 67 des 70 villes sondées sur la même période, indiquant un marché de l'immobilier toujours fragile. Le spectre de la déflation pèse également sur l'économie chinoise: en avril, l'indice des prix à la consommation a reculé de 0,1% sur un an, après des baisses consécutives en février et en mars.

LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN DONALD TRUMP L'A ANNONCÉ

Ukraine et Russie vont ouvrir des négociations «immédiatement»

Le président américain Donald Trump a annoncé lundi, à l'issue d'un entretien téléphonique avec son homologue russe Vladimir Poutine, que la Russie et l'Ukraine allaient entamer "immédiatement" des négociations en vue d'un cessez-le-feu, tout en se montrant réticent à l'idée d'accentuer la pression sur Moscou, comme veulent le faire dans l'immédiat les Européens. Via son réseau social Truth, Donald Trump a indiqué avoir tenu informés le président ukrainien Volodimir Zelensky ainsi que plusieurs dirigeants de l'Union européenne. "Russie et Ukraine vont débuter immédiatement des négociations vers un cessez-le-feu et, plus important, pour une FIN à la guerre", a écrit le président américain, qui a déclaré par la suite à des journalistes à la Maison blanche qu'il pensait que "des progrès" étaient effectués. Pour leur part, après que Donald Trump leur a effectué un compte-rendu de cet entretien avec Vladimir Poutine, les Européens ont décidé d'accentuer la pression sur Moscou avec des sanctions supplémentaires, a déclaré sur le réseau social X le chancelier allemand Friedrich Merz. L'hypothèse d'un durcissement de la position européenne à l'égard de la Russie, pour que celle-ci accepte un cessez-le-feu avec l'Ukraine, avait été soulignée plus tôt ce mois-ci lors d'un déplacement à Kyiv du dirigeant allemand en compagnie notamment du président français Emmanuel Macron et du Premier ministre britannique Keir Starmer. Interrogé sur la raison pour laquelle il ne décide pas de nouvelles sanctions contre la Russie, comme il a menacé de le faire, afin de la contraindre à négocier, Donald Trump a dit penser "qu'il y a l'opportunité de réaliser quelque chose". "Si vous faites cela (imposer des sanctions), vous risquez d'empirer les choses", a-t-il poursuivi devant les journalistes. Le président américain a également déclaré qu'il se retirerait du processus s'il ne constatait pas des progrès, une menace qu'il avait déjà formulée à plusieurs reprises, sur fond de frustration accrue à l'égard de Kyiv et de Moscou.

FRANCE

Le président du Medef appelle le gouvernement à «rétablir la confiance»

Le moral des entrepreneurs français est mauvais, a alerté mardi le président du Medef Patrick Martin, appelant le gouvernement à «envoyer des signaux très forts pour rétablir la confiance» et à «inverser la tendance» après un budget 2025 qu'il juge «anti-croissance». «Le moral des troupes chez les entrepreneurs n'est pas très bon, c'est le moins qu'on puisse dire. On vient de faire un sondage interne, à 84% nos adhérents sont inquiets des perspectives économiques», a déclaré le «patron des patrons» sur RMC. «C'est la confiance qui est essentielle. Confiance des entrepreneurs, confiance des ménages. C'est anormal qu'on ait un taux d'épargne aussi élevé actuellement. (...) Il faut que le gouvernement envoie des signaux très forts pour rétablir la confiance», a souligné le président du Medef. «Donc pas d'impôt supplémentaire», a-t-il plaidé.
Patrick Martin a déploré certaines mesures du budget 2025. «Il y a des choix budgétaires qui ont été faits dans l'urgence, qui pèsent sur la croissance. Il a été chiffré que les mesures anti-économiques, anti-croissance, anti-emploi, qui (...) ont été prises dans le cadre du budget 2025, pesaient à hauteur de 0,5% sur la croissance», a-t-il détaillé. «On demande au gouvernement qu'en 2026 il inverse la tendance, qu'il encourage la création de richesses, qu'il encourage l'emploi, qu'il encourage l'investissement et l'innovation. Il faut absolument que le gouvernement entende ça», a-t-il martelé. Patrick Martin s'est dit «plutôt inquiet», mais juge que «le pire n'est pas certain». Par ailleurs, le président du Medef s'est de nouveau montré moins inquiet à l'égard de la guerre commerciale lancée par le président américain Donald Trump qu'à l'égard de la Chine.
«Les négociations commerciales avec les États-Unis pourraient atterrir d'une manière à peu près convenable. Il faut contrer les offensives commerciales illégales de la part des Chinois. Tout ça peut restaurer finalement un fondement de croissance», a-t-il expliqué. Le sommet Choose France, organisé lundi à Versailles par l'Élysée pour attirer les investisseurs étrangers, qui a battu un nouveau record avec 20 milliards d'euros de projets annoncés, a selon lui «envoyé des messages très positifs aux investisseurs étrangers». Néanmoins, a-t-il commenté, «il ne faut jamais perdre de vue que le socle de l'activité, c'est quand même bien les entreprises natives de France. Et donc elles aussi, il faut les prendre en compte, il faut les encourager».

ETATS-UNIS

L'Administration Trump annule le blocage du projet éolien d'Equinor au large de New York

Si le chantier est bien mené à son terme, 54 turbines fourniront 810 mégawatts d'énergie à Brooklyn, alimentant 500 000 foyers.
L'Administration Trump est revenue sur sa décision d'interrompre un projet de parc éolien au large des côtes de l'État de New York, a annoncé lundi la gouverneure démocrate de cet État, Kathy Hochul. Ce revirement signifie que la construction du projet Empire Wind du géant norvégien de l'énergie Equinor, peut être terminée, peut-on lire dans les communiqués publiés par Kathy Hochul et Equinor. Évalué par Equinor à 2,5 milliards de dollars (2,25 milliards d'euros), le projet Empire Wind 1 comprend 54 turbines conçues pour fournir 810 mégawatts d'énergie à Brooklyn, alimentant 500 000 foyers.
Kathy Hochul a remercié le président Donald Trump, qualifiant dans son communiqué Empire Wind de «projet critique» en termes d'emplois et d'énergie propre. «L'avenir économique de New York sera alimenté par une énergie abondante et propre qui aidera nos foyers et nos entreprises à prospérer», s'est félicitée Kathy Hochul. «Nous nous réjouissons du fait que la construction d'Empire Wind puisse désormais reprendre, un projet qui souligne notre engagement à fournir de l'énergie tout en soutenant les économies locales et en créant des emplois», a de son côté salué Anders Opedal, PDG d'Equinor.
Les responsables du ministère américain de l'Intérieur n'ont pas immédiatement répondu à une demande de commentaire. Le ministre américain de l'Intérieur Doug Burgum avait annoncé à la mi-avril avoir ordonné l'arrêt «immédiat» des travaux de construction jusqu'à un nouvel examen, affirmant que ses prédécesseurs de l'Administration Biden n'avaient pas effectué «d'analyse suffisante» sur le projet.
Peu après son retour à la Maison Blanche pour un second mandat en janvier, Donald Trump a signé une série de décrets mettant un coup d'arrêt à l'éolien. Parmi les mesures annoncées, il a imposé un gel des permis d'exploitation et des prêts fédéraux pour tout projet d'éolien en mer ou sur terre. Un porte-parole d'Equinor avait déclaré la semaine dernière que l'entreprise pourrait abandonner le projet si une solution n'était pas trouvée rapidement.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Cette IA peut détecter l'autisme en analysant simplement les doigts

Saisir un objet du bout des doigts pourrait-il suffire à révéler un profil autistique ? C'est l'hypothèse explorée par une étude récente, qui s'appuie sur l'intelligence artificielle pour détecter des variations infimes dans la motricité manuelle.

Depuis plusieurs décennies, le diagnostic de l'autisme repose en très grande partie sur l'analyse des comportements sociaux, des capacités langagières ou des interactions avec autrui. C'est dans ces dimensions visibles que les pionniers de la recherche sur l'autisme (comme Leo Kanner ou Hans Asperger) se sont investis, ce qui a naturellement orienté les études et les outils diagnostiques pendant de nombreuses années.

Pourtant, d'autres indicateurs, plus discrets, gagnent aujourd'hui l'attention des neuroscientifiques. Parmi eux : les particularités motrices, et notamment la coordination fine des gestes. Fréquemment observées chez les personnes concernées par ce trouble, elles sont encore trop rarement utilisées comme outil clinique.

Une équipe de chercheurs issus du Département de Psychologie de la York University (Toronto, Canada) et de l'Université de Tel-Aviv (Tel Aviv-Jaffa, Israël) propose aujourd'hui de les prendre plus au sérieux. Comment ? En mesurant ce que montre un simple mouvement de la main, analysé avec l'aide d'une intelligence artificielle. Une technologie déjà fort utile dans d'autres domaines connexes comme la détection précoce de la démence ou le traitement de l'AVC. Leur papier a été publié le 17 avril dans la revue Autism Research.

Une intelligence artificielle à l'écoute du geste

Pour mener à bien leur étude, les chercheurs ont mis au point ce protocole : 59 jeunes adultes, dont 30 diagnostiqués autistes, ont été équipés de deux capteurs de mouvement (l'un sur le pouce, l'autre sur l'index). Chaque participant devait effectuer une série de gestes simples : saisir, avec ces deux doigts seulement, plusieurs objets rectangulaires placés à distance variable.

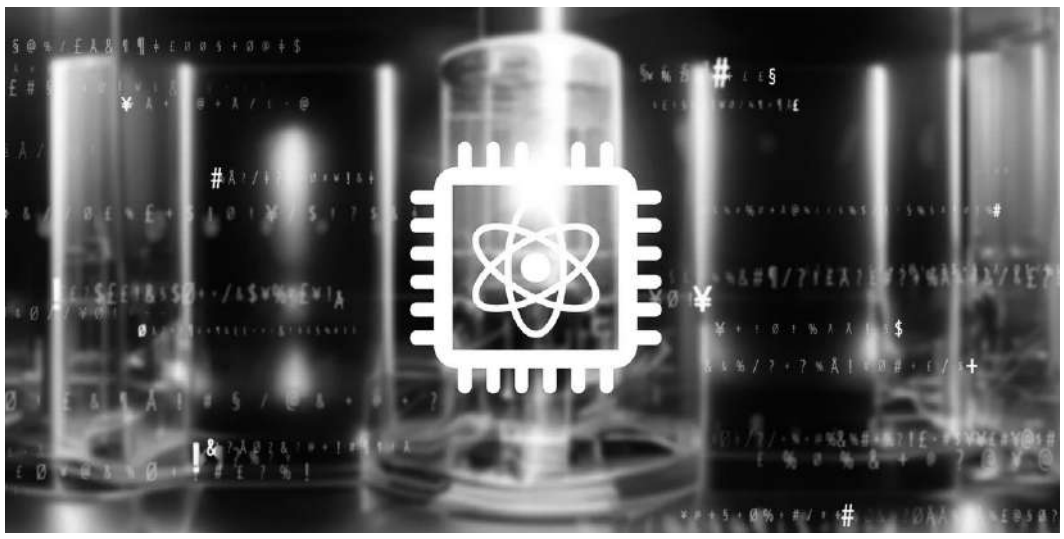
À partir de ces gestes, les chercheurs ont extrait treize paramètres cinématiques : vitesse du doigt, accélération, trajectoire de la main, moment exact du contact, ou encore décalage temporel entre les doigts. L'ensemble de ces données a ensuite été traité par cinq algorithmes de classification (des modèles supervisés, entraînés à distinguer les profils autistiques des profils non-autistiques).

Aucun entretien clinique ou observation comportementale ici, seule comptait la dynamique du mouvement et ce qu'elle disait du fonctionnement neurodéveloppemental des participants.

Windows va passer à l'ère de la cryptographie post-quantique

Les ordinateurs quantiques n'ont pas encore bouleversé la sécurité informatique, mais Microsoft a décidé de prendre les devants. Dans les prochaines builds de Windows, un nouveau type de chiffrement résistant aux attaques du futur devrait discrètement faire son apparition.

Le chiffrement actuel reste fiable pour l'instant, mais pas forcément pour très longtemps. Si les ordinateurs quantiques atteignent un jour leur plein potentiel, ils pourraient briser en quelques secondes ce que nos machines mettent aujourd'hui des années à déchiffrer. Microsoft préfère anticiper. Et plutôt que d'attendre une révolution, l'entreprise commence dès maintenant à outiller Windows pour s'y préparer.



L'arme anti-quantique de Microsoft est déjà dans Windows

Le scénario hante depuis longtemps les experts en cybersécurité : des pirates collecteraient aujourd'hui des données chiffrées pour les déverrouiller dans quelques années grâce à la puissance des ordinateurs quantiques. Baptisée harvest now, decrypt later, cette stratégie repose sur un pari simple : ce qui est illisible aujourd'hui pourrait devenir parfaitement transparent demain, à mesure que les machines progressent.

Face à cette menace à retardement, Microsoft a décidé de ne pas attendre. Lors de sa conférence Build 2025, l'entreprise a annoncé l'intégration d'algorithmes de cryptographie post-quantique dans les prochaines versions de Windows. Les membres du programme Windows Insider peuvent déjà en bénéficier dès la build 27852.

Concrètement, il s'agit d'un premier pas vers la généralisation de ces nouveaux standards de chiffrement, conçus pour résister aux calculs massifs des futurs ordinateurs quantiques. Microsoft les a également intégrés dans sa bibliothèque SymCrypt et dans SymCrypt-OpenSSL 1.9.0, ce qui permet aussi aux utilisateurs et utilisatrices de Linux d'en profiter via la surcouche SCOSSL.

Deux algorithmes validés par le NIST

Les algorithmes en question ne sortent pas de nulle part. ML-KEM (pour l'échange de clés) et ML-DSA (pour les signatures numériques) font partie des premiers à avoir été sélectionnés par le NIST, l'institut américain de standardisation, dans le cadre de son programme sur la cryptographie post-quantique. Ils reposent sur des mathématiques dites lattice-based (treillis), réputées particulièrement résistantes aux tentatives de cassage par ordinateur quantique.

Sur Windows, ils sont accessibles via les API cryptographiques « Next Generation » (CNG), utilisées par de nombreuses applications et services. L'idée est de permettre aux entreprises, aux développeurs et aux éditeurs de logiciels de commencer à expérimenter cette nouvelle génération de chiffrement, sans attendre un basculement global.

Une transition qui ne fait que commencer

Pour Microsoft, cette intégration précoce vise à limiter l'exposition à long terme des données sensibles. Car même si les ordinateurs quantiques capables de casser du chiffrement classique ne sont pas encore disponibles, il devient urgent de penser à l'avenir. D'autant que certains types d'attaques misent justement sur la patience : intercepter aujourd'hui, déchiffrer demain.

En intégrant ces fonctions post-quantiques à ses outils, Microsoft espère donc encourager une adoption progressive et sécurisée, tout en donnant aux professionnels les moyens de tester leur intégration dans des environnements réels. Une sorte de répétition générale avant le vrai saut quantique.

Source : Microsoft

Le compte Microsoft du procureur de la CPI suspendu

Le blocage de la boîte Outlook du procureur général de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, marque un tournant dans la crise opposant la CPI aux États-Unis. En réaction aux mandats d'arrêt émis contre le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou et d'autres responsables, l'administration Trump a imposé de lourdes sanctions à l'encontre de M. Khan. Microsoft a ainsi supprimé son compte email professionnel, le contraignant à migrer vers une messagerie suisse sécurisée. Parallèlement, ses comptes bancaires au Royaume-Uni ont été gelés, et le personnel de la CPI a été averti des risques d'arrestation s'il entrait aux États-Unis. Microsoft n'a pas publiquement détaillé sa position à ce sujet ni répondu aux questions de la presse concernant ce blocage, mais l'entreprise agit ici sous la contrainte des mesures juridiques imposées par le gouvernement des États-Unis. Ces mesures entravent gravement le fonctionnement de la CPI, illustrant la dépendance des institutions internationales aux géants technologiques et soulèvent des inquiétudes sur l'indépendance de la justice internationale. Signalons enfin, que le procureur général, accusé de comportement sexuel inapproprié à l'égard d'une membre de son personnel, vient de mettre en retrait de sa charge.

Que vaut la motorisation d'accès du nouveau Tiguan ?

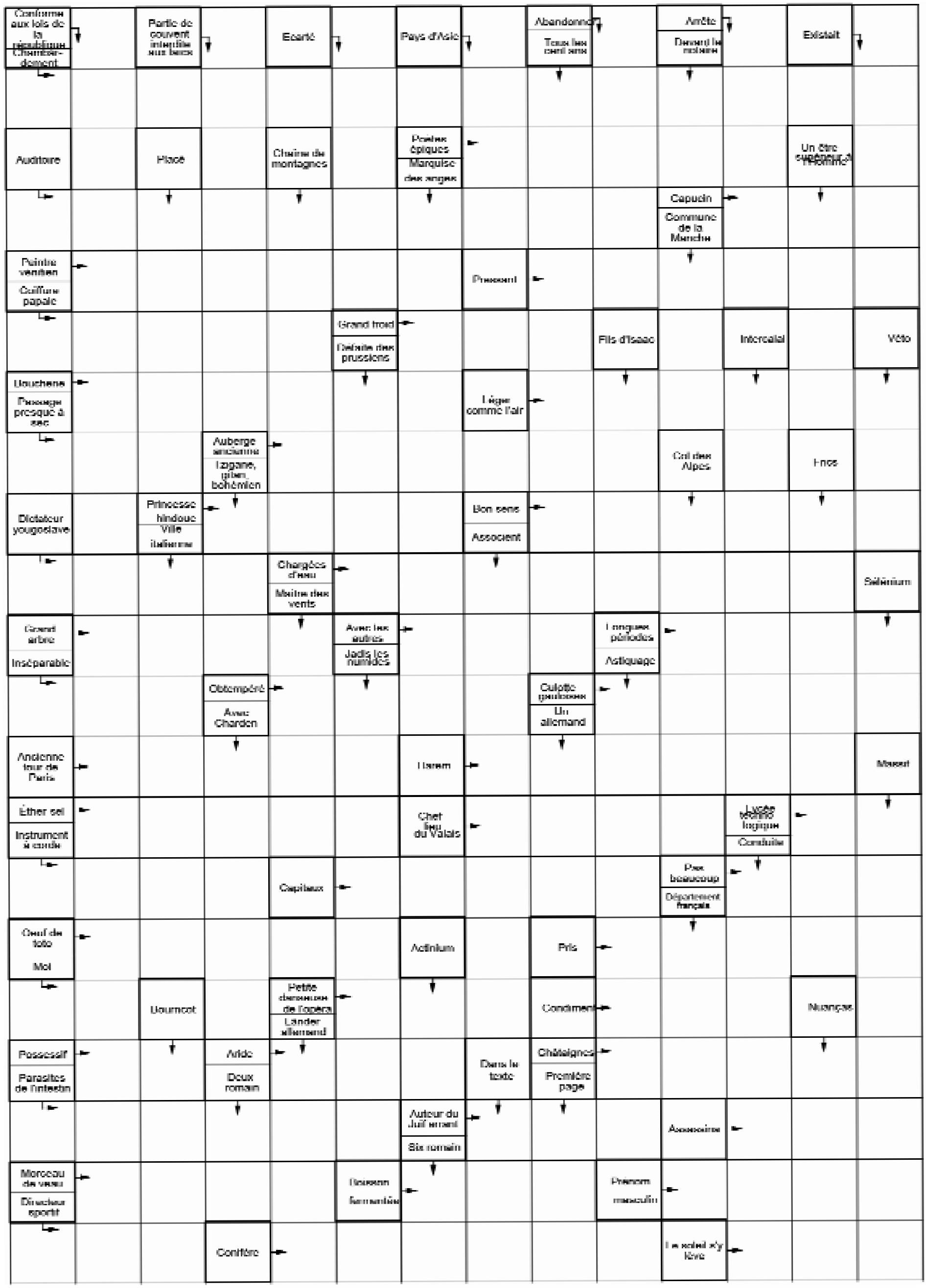
Doté d'un moteur essence micro-hybride de 130 ch, le Tiguan premier prix présente des arguments financiers intéressants qui imposent quelques sacrifices.

La troisième génération de Tiguan a permis à Volkswagen de revenir en force sur le marché des SUV familiaux. L'allemand s'est octroyé l'an dernier la première place de sa catégorie sur le Vieux Continent devant le Hyundai Tucson, notamment grâce à une vaste palette de motorisations.
La version d'accès étrenne le 1.5 eTSI de 130 ch, associé à la boîte DSG7 et à une micro-hybridation 48V. Une mécanique également déclinée en version 150 ch sous le capot de nombreux modèles du groupe.
À défaut de faire rêver la nuit, elle permet de faire descendre le prix de départ du Tiguan aux alentours des 40 000 €. Le Tiguan e-Tsi 130 en finition « Volkswagen Edition » à l'essai est facturé 44 400 €. Il enrichit le look très sérieux du Tiguan des projecteurs « LED Plus » avec bandeau lumineux, de jantes en alliage 17" Venezia et de vitres arrière surteintées ainsi que de barres de toit anodisées. Pas de quoi faire tourner les têtes, mais suffisant pour contenter les clients fidèles et conserver une bonne valeur sur le marché de la seconde main.
L'agrément général de cette motorisation est satisfaisant, notamment en ville où la souplesse et la discrétion font foie. Mais l'enthousiasme reste au vestiaire dès qu'il s'agit d'un autre usage. En effet, le faible niveau de couple (220 Nm) et la gestion de la boîte DSG, privilégiant l'efficience, confèrent à cette version des accélérations tout juste suffisantes.
Inutile d'espérer des relances vaillantes, ce qui vous obligera à anticiper les dépassements par exemple. Il faudra alors engager le mode Sport de la boîte et monter le son de radio pour ne plus entendre le 4 cylindres s'égosiller. On imagine mal cette version chargée en hommes et bagages sur un col de montagne mais une fois calé à 130 km/h, le calme est de retour et l'allemand retrouve ses bonnes manières.

Consommations basses, grosse autonomie et très peu de malus

La contrepartie de cette neurasthénie, c'est une consommation moyenne en carburant très basse. En effet sur un parcours de 1 000 km, dont la moitié réalisée sur autoroute, le Tiguan e-Tsi 130 aura consommé en moyenne 6,2 l/100 km, soit pratiquement la valeur WLTP revendiquée par Volkswagen (6,1 l/100 km).
Cette sobriété additionnée à un réservoir de 55 litres permet ainsi à son propriétaire d'avaler 900 km avec un plein. De plus, ce Tiguan d'accès émet peu de CO2 ce qui limite le montant du malus à 1 386 €, alors qu'il est exempté du malus au poids grâce à son poids contenu de 1 598 kg.
Comme son prédécesseur, le nouveau Tiguan délivre un comportement routier neutre et confortable. N'attendez pas de dynamisme ou d'agilité. C'est une machine à rouler (en silence) qui rassure en toutes circonstances mais qui ne vous donnera pas la banane dans les virages. La direction et le train avant sont un poil mollassons, faisant parfois preuve de lourdeur dans les manœuvres en ville. Sur autoroute, l'allemand est comme posé sur des rails, confortable et silencieux. C'est pour nous l'une des références de sa catégorie dans le domaine. Seul point noir à relever, la sensation peu naturelle au freinage qui allie la régénération de la petite batterie d'hybridation.
Le Tiguan s'est malheureusement converti à l'ère du tout digitale. Les commandes de confort (climatisation/ventilation) sont toutes regroupées dans le grand écran central de 15" obligeant le conducteur à plusieurs manipulations. C'est dommage.
Mais ce dernier intègre la dernière version du système d'exploitation Volkswagen totalement « débuguée » et performante. L'utilisation est rapide, la résolution est bonne et les fonctionnalités sont clairement présentées. On aime la personnalisation des raccourcis, notamment pour désactiver rapidement les aides à la conduite les plus intrusives.
Volkswagen a également modifié l'aménagement du cockpit, faisant migrer la commande de boîte de vitesses au volant, façon ID.3. Une petite habitude à prendre. En lieu et place on retrouve une inédite molette dotée d'un mini-écran permettant de régler le volume audio mais également de changer de mode de conduite ou la lumière d'ambiance. On aime aussi le vaste rangement équipé d'un double chargeur à induction.
A vivre cette version du Tiguan répondra aux besoins des familles les plus exigeantes. Il offre des places arrière très accueillantes agrémentées d'une climatisation trizone, de ports USB-C et de dossiers inclinables. Le Tiguan satisfait également côté capacités de chargement.
Le volume de coffre atteint 652 litres, soit l'une des meilleures valeurs de la catégorie. Mieux, la banquette coulissante demeure pour offrir plus de 700 litres tout en laissant suffisamment de place aux passagers arrière.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 21 mai 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à plus de 65 dollars mardi à Londres

Les cours du pétrole hésitent mardi, évoluant au gré des bourses mondiales, les investisseurs attendent de nouveaux indicateurs. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, perdait à 0,20% à 65,41 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, cédait 0,14% à 62,20 dollars. Sans catalyseur particulier, "le prix du pétrole a largement suivi les marchés boursiers mondiaux depuis 24 heures", affirment des analystes.

DÉCÈS DU JOURNALISTE NORDINE AZZOUZ

La direction générale de la Communication à la Présidence de la République présente ses condoléances

La Direction générale de la Communication à la Présidence de la République a présenté ses sincères condoléances à la famille du journaliste, Nordine Azzouz, décédé mardi. "C'est avec une profonde tristesse et une grande affliction que la direction générale de la Communication à la Présidence de la République a appris le décès du grand journaliste, Nordine Azzouz, paix à son âme, après un long parcours empreint de dévouement et de professionnalisme, riche en contributions dans le domaine médiatique, notamment dans plusieurs titres de la presse écrite", lit-on dans le message de condoléances. Face à cette pénible épreuve, "la Direction générale de la Communication à la Présidence de la République présente ses sincères condoléances à sa famille, ainsi qu'à l'ensemble de la corporation médiatique", priant "Allah Tout-Puissant d'entourer le défunt de sa Sainte miséricorde et de prêter à ses proches patience et réconfort. A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons".

Condoléances

Le Pr. Mohamed Cherif Belmihoub, ancien ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Prospective, très affecté par le décès du journaliste Nordine Azzouz, présente à sa famille ses condoléances les plus attristées et lui exprime, en cette pénible circonstance, sa profonde compassion.
Puisse Dieu, le Tout-Puissant, accueillir le défunt en Son vaste paradis
À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POUR LE CHERCHEUR INNOVANT

Six lauréats récompensés

Six (6) lauréats ont été récompensés, mardi à Alger, à la première édition du Prix du président de la République pour le chercheur innovant, dont la cérémonie a été présidée par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui. Trois (3) chercheurs innovants ont été distingués dans la catégorie des enseignants-chercheurs. La première place est revenue à Ammar Azioune, chercheur au Centre de recherche en biotechnologie (CRBt), pour son projet intitulé "Transfert et développement de nouvelles technologies de puces biologiques pour des applications médicales en Algérie". La deuxième place a été attribuée à Zineddine Khomri, chercheur au Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA), pour son projet "Irrigation autonome des plantes à l'ozone", tandis que la troisième place a été remportée par Attaf Djoullah, chercheur au ministère de la Défense nationale, pour son projet "Défense alimentaire, un nouveau concept à l'ère des guerres hybrides". Dans la catégorie des étudiants, le premier prix a été décroché par Amel Imene Hadj Bouzid, doctorante au Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (CERIST), pour son projet "L'intelligence artificielle médicale : vers la modernisation des soins de santé en Algérie et le développement des expertises nationales souveraines", suivie, à la deuxième place, d'Ahmed Ilyes Bensalem, étudiant à l'Ecole nationale supérieure d'informatique de Sidi Bel Abbès, pour son projet portant sur "Un dispositif médical d'assistance technologique avancée utilisant l'intelligence artificielle" pour surveiller et traiter le cancer. Le troisième prix a été décerné à Nardjes Rihane, étudiante en master à l'Université Frères Mentouri de Constantine, pour son projet axé sur "Le développement d'un catalyseur biologique naturel basé sur des bactéries locales bénéfiques et des résidus verts (végétaux)". Dans une allocution à cette occasion, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a salué le caractère symbolique de cette première édition du Prix du président de la République pour le chercheur innovant, coïncidant avec une occasion nationale qui "consacre la contribution de l'étudiant algérien au processus de lutte et d'édification nationale", soulignant que cette initiative "témoigne de l'intérêt particulier accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la recherche et à l'innovation et au renforcement de leur rôle dans l'accompagnement des efforts de développement du pays". Il a rappelé, dans ce cadre, la teneur du message adressé, avant hier (dimanche), par le président de la République aux étudiants à l'occasion de la Journée nationale de l'Etudiant, dans lequel il a mis en avant les ressources financières allouées et les capacités humaines mobilisées pour faire de l'université, dans l'Algérie nouvelle et victorieuse, une locomotive essentielle à même de mener le pays vers le développement et la diversification de l'activité économique. M. Baddari a, par ailleurs, affirmé que la distinction des six lauréats de ce Prix "constitue un geste d'encouragement du président de la République, aux enseignants, aux chercheurs et aux étudiants brillants, qui ont choisi le savoir comme voie, la compétence comme critère et l'innovation comme solution pour l'édification d'une Algérie forte de ses enfants et de son capital humain, une Algérie souveraine avec son histoire et la lutte de ses enfants et une Algérie prospère grâce aux succès réalisés dans divers domaines du savoir et de la connaissance". Il a, dans ce sens, souligné que "la célébration de l'excellence, de la réussite et de tous les talents dotés de l'esprit d'innovation, de créativité et de renouveau doit être à la tête de nos préoccupations et de nos priorités, en vue de mettre en place des référentiels de compétences dans tous les domaines", saluant, à cet égard, la pléiade d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants honorés aujourd'hui, qui "balisent la voie à la réalisation d'une Algérie intelligence et innovante, fondée sur la valorisation du savoir, de la connaissance, et des résultats de la formation". L'expérience des lauréats excellant dans les domaines de la technologie, de l'économie de la connaissance et de la sécurité alimentaire et sanitaire, "les prédestine à être des créateurs de richesses, à travers des start-up, des micro-entreprises ou encore des entreprises affiliées, à même de répondre aux besoins de la société et du développement, en adéquation avec la carte des nouveaux métiers modernes", a-t-il ajouté.

DROITS DE DOUANE

60 % des entreprises s'attendent à un "impact négatif"

Environ 60% des entreprises dans neuf pays s'attendent à un "impact négatif" sur leur activité à cause des droits de douane imposés par les Etats-Unis, a indiqué mardi Allianz Trade, qui estime à 305 milliards de dollars les pertes mondiales à l'export en 2025. Environ 4.500 exportateurs ont été interrogés par l'assureur-crédit, dans neuf pays représentant environ 60% du PIB mondial (Etats-Unis, Allemagne, Espagne, France, Italie, Pologne, Royaume-Uni, Chine, Singapour). Début avril, les Etats-Unis avaient imposé au monde entier des droits de douane massifs sur les biens importés, dont une taxe plancher de 10%, avant de faire en grande partie marche arrière devant le bouleversement économique international. Des accords ont été conclus avec la Chine et le Royaume-Uni, et des discussions engagées avec plusieurs pays. Selon l'étude, environ 60% des entreprises interrogées s'attendent à un "impact négatif". "Les prévisions positives sur les exportations à l'échelle mondiale sont passées de 80% à 40%, et 42% des entreprises s'attendent désormais à une baisse de leur chiffre d'affaires à l'export comprise entre -2% et -10%, contre seulement 5% avant", commente Aylin Somersan, PDG d'Allianz Trade, dans un communiqué. Pour atténuer l'impact des droits de douane, 38% des entreprises envisagent d'augmenter leurs prix: 30% en France, 45% en Chine et 54% aux Etats-Unis. Parmi les autres stratégies figurent l'approvisionnement auprès de nouveaux marchés, la diversification des chaînes d'approvisionnement et des bases de clientèles ou la recherche d'itinéraires maritimes alternatifs. "L'Europe et l'Amérique latine apparaissent comme des alternatives attrayantes pour les entreprises chinoises, et les entreprises européennes s'intéressent également de plus en plus à l'export vers la Chine et l'Asie", note Françoise Huang, économiste senior pour l'Asie et le commerce mondial. "L'Amérique latine apparaît comme la grande gagnante des stratégies de réorientation et de contournement commercial, les entreprises chinoises et européennes se tournant vers cette région pour accéder aux Etats-Unis à moindre coût", ajoute-t-elle. Par ailleurs, 48% des exportateurs anticipent une augmentation du risque de non-paiement. "Confrontés à des cycles de paiement plus longs et à des risques d'insolvabilité croissants, les exportateurs sont contraints de répercuter les coûts, de s'approvisionner sur de nouveaux marchés, voire de reconsidérer l'ensemble de leur présence internationale", conclut Ana Boata, directrice de la recherche économique d'Allianz Trade.